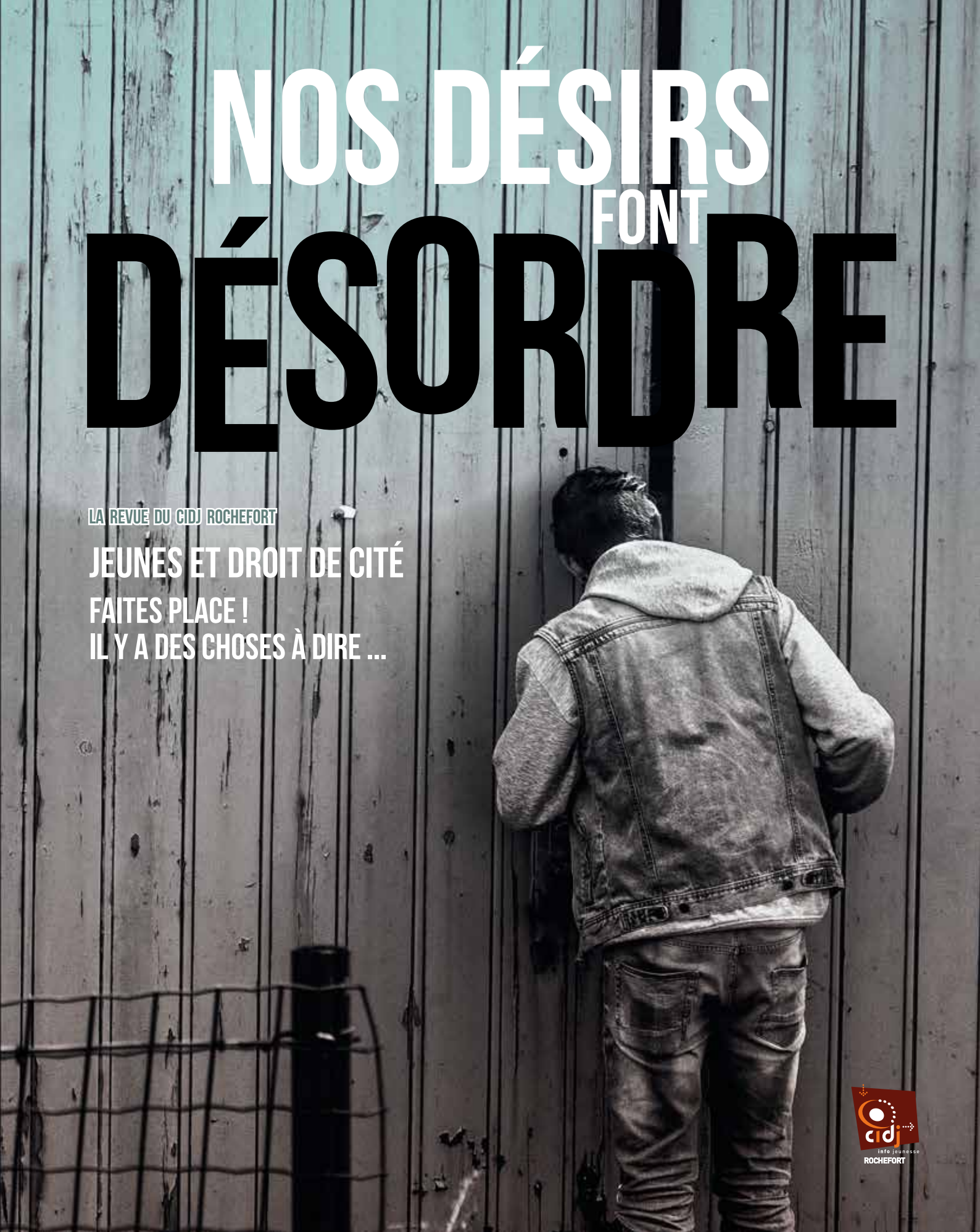
NOS DÉSIRS FONT DÉSORDRE

LA REVUE DU CIDJ ROCHEFORT

JEUNES ET DROIT DE CITÉ

FAITES PLACE !
IL Y A DES CHOSES À DIRE ...



cidj info jeunesse ROCHEFORT

Édito

Pendant plusieurs mois, nous sommes partis à la rencontre de jeunes de tous horizons. Ils se sont exprimés sur leurs aspirations, leur rapport à l'espace public, à la citoyenneté et la démocratie. De ces rencontres sont nés l'exposition *Nos désirs font désordre* liée à cette publication que vous tenez en mains et le reportage *On aurait pu faire une chanson*.

Afin de prolonger et contextualiser la parole des ces jeunes, nous l'avons croisée avec le regard de plusieurs analystes. En parcourant leurs écrits, nous reprenons conscience de l'importance des mots, de ces mots qui semblent avoir été gommés du lexique commun, de ces mots qui pourtant rendent visibles les rapports force et nous redonnent du pouvoir.

L'enjeu est d'autant plus important que l'élément déclencheur du projet Place des jeunes, dans lequel s'inscrit cette publication, est un sentiment partagé par bon nombre de citoyens, celui de l'impuissance face aux enjeux de notre époque. Il est pourtant des mots qui libèrent. Nous espérons ici vous en livrer quelques-uns.

Nous vous invitons vous aussi à partir à la rencontre de l'expression de cette jeunesse, à vous laisser porter par une pensée qui se joue des barrières et des frontières. Les mots qui nous sont confiés par ces jeunes sont sensibles et d'une lucidité souvent déconcertante. Ils sont sagesse là où on ne les attendait peut-être pas. Ils sonnent juste, sans détours, sans arrière-pensée. Ils témoignent avant tout de leur conscience des défis d'hier et de demain, de leur envie d'être et d'agir sur ce monde. Ils nous rappellent une fois encore que nous avons toutes les raisons de placer nos espoirs dans leur(s) désir(s).

Rien ne peut arrêter une idée dont l'heure est venue. Cette phrase attribuée à Victor Hugo résonne en ces temps quelque peu troublés. Il est dès lors réjouissant d'être les témoins d'une nouvelle pensée qui traverse la jeune génération. Une pensée empreinte de liberté qui porte la paix, la fraternité, plus d'égalité et de justice. Une pensée qui retrouve sa place dans l'équilibre fragile de la vie.

La jeunesse n'attend pas et n'a pas à attendre son tour. Elle est en mouvement. Nous avons choisi d'avancer avec elle en conscience et confiance, d'égal à égal. Et lorsque cela s'avère utile, de lui filer un petit coup de pouce. C'est là que réside le sens de notre métier. C'est cela qui nous anime.

Nous remercions celles et ceux qui nous ont donné de leur temps et accepté de partager leur expérience et vision du monde. Pensons à cette jeunesse qui fait naître les utopies. Pensons à ceux qui avant elle ont tracé les routes et poursuivent le chemin. Pensons à cette jeunesse en pleine capacité d'exprimer sa pensée créative et artistique à l'intérieur d'un espace public affaibli par d'autres intérêts. C'est cela qui donne du sens à la citoyenneté et fait vivre la démocratie.

L'équipe du CIDJ Rochefort
Centre d'Information et de Documentation pour Jeunes.

La plupart des photographies illustrant cette publication ont été réalisées par les jeunes participants des ateliers menés par notre association. Il en va de même pour les phrases et textes couchés sur papier lors des ateliers d'écriture.

SOMMAIRE

EDITO
CIDJ Rochefort
3

CITOYEN UN JOUR, CITOYEN TOUJOURS ?

- **La citoyenneté à l'aube du 21e siècle : questions et enjeux majeurs.**
  Extraits du livre de *M. Martiniello* 8
- **Informer, c'est favoriser la citoyenneté.**
  Les organisations de jeunesse et les citoyens responsables, actifs, critiques, et solidaires… Tout un programme !
  Fédération CIDJ 10

PETITE HISTOIRE…

- **Nos petites histoires de citoyenneté disent-elles quelque chose de la Grande histoire de la Démocratie ?**
  René Beaulieu 14

RÊVE GENERAL : DEBOUT LES UTOPISTES !

- **A-t-on encore besoin des Utopies?**
  Aujourd'hui, on entend souvent dire que le temps des utopies est révolu. D'où vient cette idée et se justifie-t-elle ?
  Anne Staquet 22

CITOYENNETE ET DROITS FONDAMENTAUX

- **Le respect des droits constitue la base d'une construction citoyenne forte pour nos enfants**
  Bernard Devos 28
- **Devenir une école des droits de l'enfant**
  Plan Belgique, programme et label EDE
  Jonathan Moskovic 30

Cabinet de curiosités

- Interview du Conseil Communal des Jeunes de Walcourt 32
- Interview des membres du Conseil Démocratique et du Conseil des Jeunes du CJC Rochefort 35
- Interview - échange CJC Rochefort – Klub Ami Berane Montenegro autour des Droits Humains 40

PLACE DES JEUNES

- **Les intelligences citoyennes :**
  Comment se prend et s'invente la parole collective?
  Majo Hansotte 48
- **Un regard citoyen**
  Texte d'une jeune citoyen de Jemelle
  Gilles Ligot 54

PUT YOUR HANDS UP IN THE AIR !

- **Le Hip Hop est partout !**
  Nicolas Canta 70
- **Paroles de « Fils du hip-hop »**
  de Gaël Faye 72

SANS EUX …
74

Moi, citoyen j'ai compris que ...

... la loi n'est pas toujours juste.
JOACHIM CHARLIER

... la vie ne sera pas toujours facile car je ne crois pas au monde parfait. Il y aura toujours des cons.
CHRISTALLE MULLENS

... la lutte contre l'injustice envers les personnes différentes est une grande priorité.
MATHIS BOUDART

... tout n'est pas basé sur une apparence ou un statut. Chaque personne a quelque chose à nous faire découvrir.
SOLINE DECAMP

... notre système scolaire et la justice étaient mauvais.
MAXIME SCHEPENS

... les humains font beaucoup d'erreurs car à chaque fois qu'un progrès arrive, un autre est écrasé.
TRISTAN TUMSON

CITOYEN **UN JOUR,** CITOYEN **TOUJOURS ?**

LA CITOYENNETÉ À L'AUBE DU 21e SIÈCLE : questions et enjeux majeurs

Extraits du livre de M. Martiniello

Les défis majeurs posés à la citoyenneté contemporaine

Depuis quelques années, les changements sociaux à l'échelle planétaire semblent s'accélérer d'année en année. Au niveau international, la chute du mur de Berlin et l'effondrement des régimes communistes marquent la fin de la guerre froide mais aussi une quête nouvelle de la citoyenneté dans les pays concernés. Par ailleurs, les difficultés politiques, économiques voire environnementales de certaines régions du monde ont donné lieu à une crise globale de l'asile et des réfugiés ainsi qu'à une intensification des mouvements migratoires à destination des pays européens et d'Amérique du Nord mais surtout entre les pays dits du Sud du monde. Dans ces conditions, il apparaît de plus en plus clairement que le mythe de l'homogénéité culturelle des sociétés nationales ne résiste plus à l'évolution du monde contemporain. Plus que par le passé, les sociétés européennes sont le théâtre d'une lutte entre une tendance à la diversification culturelle et identitaire croissante et une tendance à l'homogénéisation de la culture de masse (Martiniello, 1997a). Toujours à l'échelle internationale, la fin du 20e siècle marque la prise de conscience massive des effets potentiellement catastrophiques des progrès technologiques et de l'activité économique sur l'environnement. Par ailleurs, cette activité économique s'est rapidement internationalisée et globalisée tout en remettant en cause les idées de croissance et de plein emploi. En effet, même les pays les plus riches sont soumis au risque de la récession et certains d'entre eux connaissent un taux élevé de chômage et de sous-emploi qui est la base de l'augmentation significative de la pauvreté d'une frange considérable de la population. Dans ces conditions, on a pu observer l'apparition de différentes formes de néo-conservatisme en Europe qui est allée de pair avec une transformation progressive de l'État-providence né après le second conflit mondial et dont la générosité a atteint des sommets dans les années 60. De plus, si l'État-nation est moins qu'auparavant le lieu principal de l'activité économique, sa prédominance politique est aussi mise en doute que ce soit par le développement d'institutions supranationales et par les progrès de l'Union européenne, ou par l'émergence des revendications localistes et régionalistes dans différents pays. Enfin, les vingt dernières années ont vu un changement de la position des femmes dans la société, un changement de la structure de la famille ainsi que l'émergence de revendications de la part des minorités sexuelles et comportementales, principalement les groupements d'homosexuels des deux sexes et plus récemment les transsexuels.

Ces profondes modifications ont engendré une inadéquation de la citoyenneté moderne par rapport aux réalités contemporaines, voire même une crise de la citoyenneté (Le Pors, 1999 ; Turner, 1993). Il est donc indispensable de procéder à un réexamen de la notion en vue de la redéfinir, de la développer et au bout du compte, de l'actualiser. Ce qui est en jeu, c'est à la fois l'inclusion de nouvelles catégories d'individus dans la citoyenneté, mais aussi la création de nouvelles composantes de la citoyenneté, l'inclusion de nouveaux droits associés à cette notion (Barbalet, 1988).

D'une certaine façon, le défi actuel consiste à élargir les frontières temporelles, sociales, politiques et comportementales de la citoyenneté moderne (Vogel and Moran, 1991).

Comme souligné plus haut, la prédominance de l'État-nation n'est plus aussi évidente que par le passé. Dès lors, la localisation exclusive de la citoyenneté à l'intérieur des frontières géographiques et culturelles de l'État-nation semble de plus en plus problématique (Vogel et Moran, 1991). Dans un monde de plus en plus global, la citoyenneté devra se développer de façon à prendre en compte la globalisation des relation sociales et la différenciation sociale croissante des systèmes sociaux.

Dans le futur, l'État-nation ne sera sans aucun doute plus le seul lieu dans lequel sera ancrée la citoyenneté (Turner, 1993).

Cinq phénomènes majeurs défient et interrogent la citoyenneté telle qu'elle avait été conçue dans le cadre de l'État-nation. Il s'agit respectivement des mouvements migratoires internationaux, de la diversité culturelle croissante, des relations entre les genres ou entre les sexes, des inégalités et des exclusions socio-économiques et enfin, des problèmes associés à la crise de la participation démocratique.

Marco Martiniello (1960) est Directeur de Recherches au Fonds National de la Recherche Scientifique (FRS-FNRS) et Directeur du CEDEM (dont il est cofondateur), licencié en Sociologie de l'Université de Liège et docteur en sciences Politique et Sociales de l'Institut Universitaire Européen (Florence). Agrégé de l'enseignement supérieur, il enseigne dans le champ des études migratoires et ethniques à l'ULg et au Collège d'Europe (Natolin, Pologne). Ses travaux relèvent de la sociologie politique et portent sur les questions de politiques migratoires, de citoyenneté, de multiculturalisme, de racisme et de mobilisation politique des immigrés et des minorités en Europe et en Amérique du nord. Il s'intéresse de plus au transnationalisme et aux formes d'expression artistique des minorités.

Tout au long de cette publication, nous vous invitons à découvrir des extraits de son rapport « La citoyenneté à l'aube du 21e siècle: questions et enjeux majeurs » rédigé en 1994 et mis à jour en décembre 1999. Nous avons retenu certains passages de son livre, faisant écho à des aspects abordés parmi les différentes rubriques de «Nos désirs font désordre» (ci-contre, p.25, 29, 39, 53, 55). Quel sens donner au mot «citoyenneté» omniprésent dans notre société? L'objectif des propos de M. Martiniello est d'offrir des éléments de réponse, de vous aider à comprendre certains débats publics actuels et de favoriser la réflexion sur l'avenir de la citoyenneté en synthétisant les apports, les questions et enjeux majeurs de son étude, en ce début de millénaire.

La citoyenneté à l'aube du 21e siècle: questions et enjeux majeurs, Marco Martiniello, Editions de l'ULG, 2000 - 48 pages

INFORMER C'EST FAVORISER LA CITOYENNETÉ

Les organisations de jeunesse et les citoyens responsables, actifs, critiques, et solidaires… Tout un programme !

À partir de quand sommes-nous citoyens ?

La citoyenneté, ça commence tôt ! Concrètement, nous devenons citoyens dès l'instant où nous sommes inscrits au registre de la population de notre commune, et non à partir de l'âge de 18 ans comme on a parfois tendance à le croire. La citoyenneté, c'est faire partie d'un groupe ou d'une association, celle-ci peut être locale, nationale, européenne, ou encore, mondiale.

Être citoyen ou citoyenne, c'est aussi connaître ses droits et ses devoirs pour pouvoir les exercer et les assumer et ainsi permettre à notre société de devenir plus solidaire.

Les organisations de jeunesse et la citoyenneté

Les organisations de jeunesse ont, depuis plusieurs années déjà, parmi leurs nombreuses missions, la responsabilité de faire des jeunes des citoyens responsables actifs, critiques, et solidaires (CRACS). Pour notre part, en tant que travailleurs du secteur de l'information jeunesse, cette mission occupe une place centrale dans notre travail au quotidien. En effet, pour pouvoir aborder et comprendre le monde dans lequel nous évoluons, nous avons tous besoin d'être outillés, et donc informés au mieux, particulièrement lorsque l'on a entre 12 et 26 ans. Pour réaliser cette tâche, nous offrons aux jeunes une information complète vérifiée et la plus neutre possible.

Neutre, mais pas sans parti pris, car notre parti pris c'est celui de donner à tous les jeunes citoyens un maximum de chances de pouvoir participer à la vie de la société, en ayant une formation, un emploi, des loisirs, et enfin, une vie sociale et affective satisfaisante. « Bien » informer les jeunes, ce n'est donc pas leur indiquer ce qu'ils doivent faire ou penser, mais bien les outiller pour pouvoir réfléchir, penser, analyser et critiquer le monde qui les entoure.

Quelle information pour quel objectif ?

Cependant, aujourd'hui, nous vivons dans un monde de plus en plus complexe qui est, non seulement confronté à de nombreuses questions comme celles de l'emploi, du développement durable, de la justice sociale, mais aussi, qui est en totale mutation du fait des nouvelles technologies. En effet, nous sommes tous, et à tout moment, confrontés à une multitude d'informations provenant de canaux multiples et variés. Si cela nous permet d'avoir accès à une quantité infinie d'informations en un temps record, il n'est pas évident de trouver son chemin dans ce flux. À cela s'ajoute la problématique du sens. En effet, entre les messages qui tentent de nous influencer ou de nous vendre quelque chose, et ceux qui n'ont d'autres objectifs que de nous transmettre de la connaissance, il n'est pas aisé de faire le tri. Aussi, fournir toutes les clés aux jeunes pour leur éviter les pièges d'une société où l'information est en sur-abondance doit devenir une priorité, que ce soit dans notre domaine, ou dans le domaine de l'éducation. Dès lors, nous tentons d'amener les jeunes à réfléchir par rapport aux médias, et ainsi les amener à prendre les décisions les plus adaptées aux citoyens qu'ils sont, c'est-à-dire en connaissance de cause et en toute autonomie. Ces décisions doivent reposer sur des bases solides et donc sur une information fiable.

L'implication pour diminuer les risques de rupture…

Mais au-delà de fournir une information fiable, le rôle de l'informateur jeunesse est aussi de proposer aux jeunes de s'impliquer dans la société, en s'informant, en débattant, en réfléchissant, en prenant position. La citoyenneté a un sens quand chacun sait qu'il a le droit d'avoir une opinion, le droit de la faire entendre, et le droit d'en débattre. Favoriser la citoyenneté de la sorte constitue un rempart contre la violence et l'extrémisme. Car informer permet également de réduire les risques de rupture avec la société et de générer des perspectives positives quand tout semble perdu.

Dans ce contexte, le réseau CIDJ a une approche originale, engagée et résolument tournée vers son public cible, les jeunes de 12 à 25 ans. Les pratiques qui caractérisent notre réseau sont les suivantes: l'accessibilité, l'interpellation politique, la complémentarité et les partenariats, l'adaptation, l'éducation non-formelle, la proximité, la rigueur, l'indépendance et l'intégrité, l'espace d'expression, la formation continue et la prise de recul, ainsi que l'utopie.

C'est par ces pratiques empreintes de valeurs telles que la solidarité, la fraternité, l'égalité, la justice, le progrès social et la liberté, que nous entendons répondre aux phénomènes de rupture sociale, en offrant un espace d'expression ainsi qu'une information claire et adaptée aux jeunes, afin qu'ils puissent, en ayant un maximum de clés en mains, construire le monde de demain, que nous souhaitons tous plus inclusif, plus juste et plus solidaire.

Simon Therer, Donatienne Bossu, Fabio Sedran
de la fédération CIDJ

La Fédération CIDJ (Centre d'Information et de Documentation pour Jeunes) est une association sans but lucratif reconnue comme organisation de jeunesse et subventionnée par la Communauté française de Belgique, active dans l'information jeunesse. La fédération assure la représentation d'associations agréées dans le cadre du décret «Centre de Jeunes». Elle stimule les partenariats entre et avec ses centres affiliés, assure leur représentation institutionnelle dans différents organes consultatifs et autres fédérations, y compris au niveau international. Elle remplit également des fonctions d'information et de formation des centres affiliés.

7 centres sont affiliés à la Fédération CIDJ sur le territoire de la fédération Wallonie-Bruxelles :

Bruxelles : Infor Jeunes Bruxelles – Infor jeunes Laeken – Le Kiosque

Namur : CIDJ Rochefort

Liège : MDA L'info des jeunes (Seraing)

Hainaut : Info-J Centre Indigo (La Louvière) – Ener'J CAIJ (Charleroi)

Je ne suis pas là pour impressionner le monde, j'existe ...

... parce que je ne l'ai pas choisi.
JOACHIM CHARLIER

... pour évoluer dans la vie et construire un nouveau monde.
CHRISTALLE MULLENS

... pour le connaître.
MALIKA GERA

... pour apprendre.
AMANDINE LOUIS

PETITE **HISTOIRE ...**

NOS PETITES HISTOIRES DE CITOYENNETÉ DISENT-ELLES QUELQUE CHOSE DE LA GRANDE HISTOIRE DE LA DÉMOCRATIE ?

René BEAULIEU

René Beaulieu est professeur de méthodologie du travail social en Haute Ecole, a travaillé notamment quinze ans en ONG, est formateur d'adultes spécialisé dans la méthodologie de l'éducation permanente. Il est responsable de « La Maison-Ressources » à Rochefort, association d'éducation permanente.

45 jeunes, mineurs étrangers non accompagnés, membres de maisons de jeunes et d'autres organisations d'aide à la jeunesse présentent leur spectacle et leur projet « Jeunesse nomade » au festival Esperanzah en août 2017, au Centre d'accueil pour demandeurs d'asile Fedasil de Florennes en septembre de la même année, entament une tournée dans toute la Wallonie et à Bruxelles.

« Earth hour » à Rochefort : depuis plusieurs années, les membres de la Maison des Jeunes se mobilisent pour apporter leur contribution à la sauvegarde la planète.

En juin 2017, Le CID J de Rochefort crée avec les jeunes une exposition itinérante sur la commune permettant aux jeunes de s'exprimer dans l'espace public : « Nos désirs font désordre ». Dans cette même année, il permet à quatre jeunes citoyens de la région de se transformer en journalistes et de s'exprimer sur la thématique des traités de libre-échange transatlantique…

Toutes ces « petites » histoires ont-elles quelque chose à voir avec la Grande histoire de la Démocratie ? Pèsent-elles sur elle ?

Le sociologue chilien José Bengoa[1] identifie quatre besoins fondamentaux à avoir comme points de repère pour nous demander si nos actions entrent dans la Grande histoire de la démocratie : tout individu, groupe, collectivité a besoin d'identité, de participation, de mobilité, de changement social.

Chacun de ces besoins nécessite le fait d'être pris en considération en même temps que les trois autres, sous peine d'assister à des dérives…

Examinons cela de plus près… Alors, nos petites histoires…

Une affaire d'identité ?

« Tout individu a besoin de savoir qui il est individuellement et quel est son groupe d'appartenance »[2].

Les jeunes mineurs non accompagnés, les jeunes protecteurs de le planète, les jeunes journalistes ou exposants ont, sans nul doute, par leurs actions, touché à une réflexion sur leur identité. Qui sommes-nous comme mineurs non accompagnés ? Qui allons-nous dire que nous sommes aux autres jeunes avec lesquels nous construisons ce projet « Jeunesse nomade » et qui allons-nous dire à la société que nous sommes tous ensemble ?

Qui sommes-nous en tant que jeunes Rochefortois ? Quelle place avons-nous dans la collectivité ?

Chacune des actions citées en introduction à cet article a dû nécessairement aussi pousser chaque jeune à affirmer, questionner son identité pour prendre sa place dans le groupe, trouver un équilibre entre son existence propre et son appartenance au groupe.

Une affaire de participation ?

« Tout être humain a besoin d'améliorer son fonctionnement en groupe ou son fonctionnement comme groupe en tant que collectivité, cela représente son besoin de participation »

Que serait un groupe dans lequel les membres n'auraient pas voix au chapitre ? Un groupe, certes, mais un groupe qui viserait probablement en grande partie à uniquement « occuper » ses membres, lesquels n'auraient pas grandement l'impression d'être concernés, considérés comme capables de décider ce qui est bon pour eux et la collectivité…

Les jeunes journalistes, artistes « Jeunesse nomade », exposants, protecteurs de la planète ont construit ensemble leur action, leur projet, de sa conception à la parole publique, en passant par la réalisation pratique. Ils ont participé, ont été acteurs, « auteurs ».

Une affaire de mobilité ?

« Tout être humain a besoin de progresser, d'augmenter ses conditions matérielles de vie, d'avoir une mobilité sociale ascendante sur le plan individuel et collectif, c'est le besoin **d'ascension sociale** »[4].

Que serait un groupe qui réfléchirait à son identité, serait participatif, certes, mais qui ne permettrait pas à ses membres d'augmenter leurs connaissances, d'entrevoir ainsi des possibilités de prendre une place plus grande dans la société, d'améliorer leurs conditions de vie, les leurs et celles de la collectivité ?

« Jeunesse nomade », « Earth Hour », l'exposition de photographies et de textes « Nos désirs font désordre » ou encore le travail des journalistes en herbe par rapport à la thématique des traités transatlantiques a permis a chacun mais aussi au groupe de développer des savoirs en musique, image, écriture journalistique, interview, politique internationale … Qui sait ? Cette acquisition de savoirs aura-t-elle peut-être suscité des « vocations », des envies d'études dans ces domaines. Elle aura aussi permis aux jeunes de s'exprimer, d'augmenter leur importance dans l'espace public !

Une affaire de changement social ?

« Tout être humain a besoin d'exercer un pouvoir dans la société, d'être pris en compte, d'avoir un pouvoir décisionnel dans les domaines qui le concernent. Cela implique un changement de position du groupe par rapport aux autres, son évolution en tant que collectif, c'est le besoin de **changement social.** »[5].

Enfin, que serait un groupe dont les membres ne pourraient pas se dire que, grâce à leur action, ils ont pu apporter leur pierre, exercer un pouvoir pour changer le cours des choses dans les thématiques qu'ils ont abordées ?

Pour mener à bien une action « Earth hour », une expo, un reportage, un spectacle, en amont, il faut présenter son projet, le négocier avec des pouvoirs subsidiants, des preneurs de décision sur le plan local mais aussi à d'autres niveaux.

Et les contenus eux-mêmes de ces actions portent un message à la société, lui demandent de changer : prendre conscience de la situation des jeunes mineurs non accompagnés et de la richesse de la mixité de notre société; réaliser une prise de conscience et mettre des choses concrètement en place, à un niveau local et aussi plus global, individuellement et collectivement, pour agir sur le climat ; faire de la place à la parole des jeunes ; lutter contre toutes les décisions commerciales qui font du bien commun une chose privée et accroient les inégalités, ….

Prendre les besoins dans leur ensemble

Nous pouvons prendre la mesure de l'importance de l'attention à chacun de ces besoins lorsque nous travaillons avec des groupes en tant que professionnels ou lorsqu'en tant que citoyen nous animons de tels rassemblements.

Mais le sociologue Bengoa nous dit qu'il est nécessaire de prendre en considération ces besoins en même temps. En effet, chacun de ces besoins, poussés à l'extrême sans tenir compte des autres, conduit à des dérives. Le besoin d' « identité » pris isolément peut conduire au repli sur soi, aux « nationalismes » et communautarismes de toutes sortes. Le besoin de « participation » seul, sans perspective de changement social, sans réflexion critique grâce notamment à l'augmentation des connaissances, … peut conduire au « populisme ». Le besoin de « mobilité » qui considérerait l'acquisition de connaissances, de techniques pour elles-mêmes conduit à la « technocratie ». Et enfin, le besoin de

« changement social », sans donner la possibilité aux gens de participer à partir de ce qu'ils sont, de leur identité, de leurs connaissances, a tendance à provoquer le « dogmatisme ».

Nous le voyons, à ces conditions de respect de ces besoins dans leur ensemble, dans nos associations, groupes divers, écoles, entreprises, équipes et, pourquoi pas familles, nos petites histoires citoyennes peuvent être à la fois porteuses et ferments de la Grande histoire de la démocratie. Une démocratie « formelle », certes, qui, grâce au suffrage universel, permet à des partis politiques et des gouvernements de prendre des décisions. Une démocratie qui permet à l'Administration de faire appliquer les lois, les décrets, les règlements de toutes sortes dans le respect de l'égalité des citoyens.

Mais aussi, et peut-être surtout, une démocratie participative, portée par les citoyens, les groupes et associations divers qui, par leurs actions et interpellations, rendent le vivre ensemble vivant, dynamique, novateur.

Nul doute que nos jeunes journalistes, artistes, sauveurs de planète ont été et sont dans cette ligne. Nul doute que les associations dont ils font partie le sont aussi : la pédagogie en elle-même est porteuse de changement !

Parce que les gens, quand ils se mettent ensemble, sont capables d'exprimer ce qu'ils vivent, de l'analyser, de prendre position et d'agir ! Parce que toutes ces petites histoires nourrissent la Grande histoire et en sont porteuses !

1) Pour en savoir plus : ONG Iteco : Identité, participation, mobilité et changement social : quatre besoins fondamentaux, d'après José Bengoa. http://www.iteco.be/ressources/concepts-grilles-d-analyse-exercices-et-jeux-dont-le-jeu-des-chaises/Quatre-besoins-fondamentaux. Site consulté le 29 septembre 2017.

2) Idem, pp.2-3

3) Idem, pp.2-3

4) Idem, pp.2-3

5) Idem, pp.2-3

Peu importe la durée de votre existence si vous avez vécu ...

... la joie de l'amour d'une famille et le bonheur offert par la vie.

CHRISTALLE MULLENS

... assez de choses que pour ne rien regretter.

SOLINE DECAMP

... fort en vous-même.

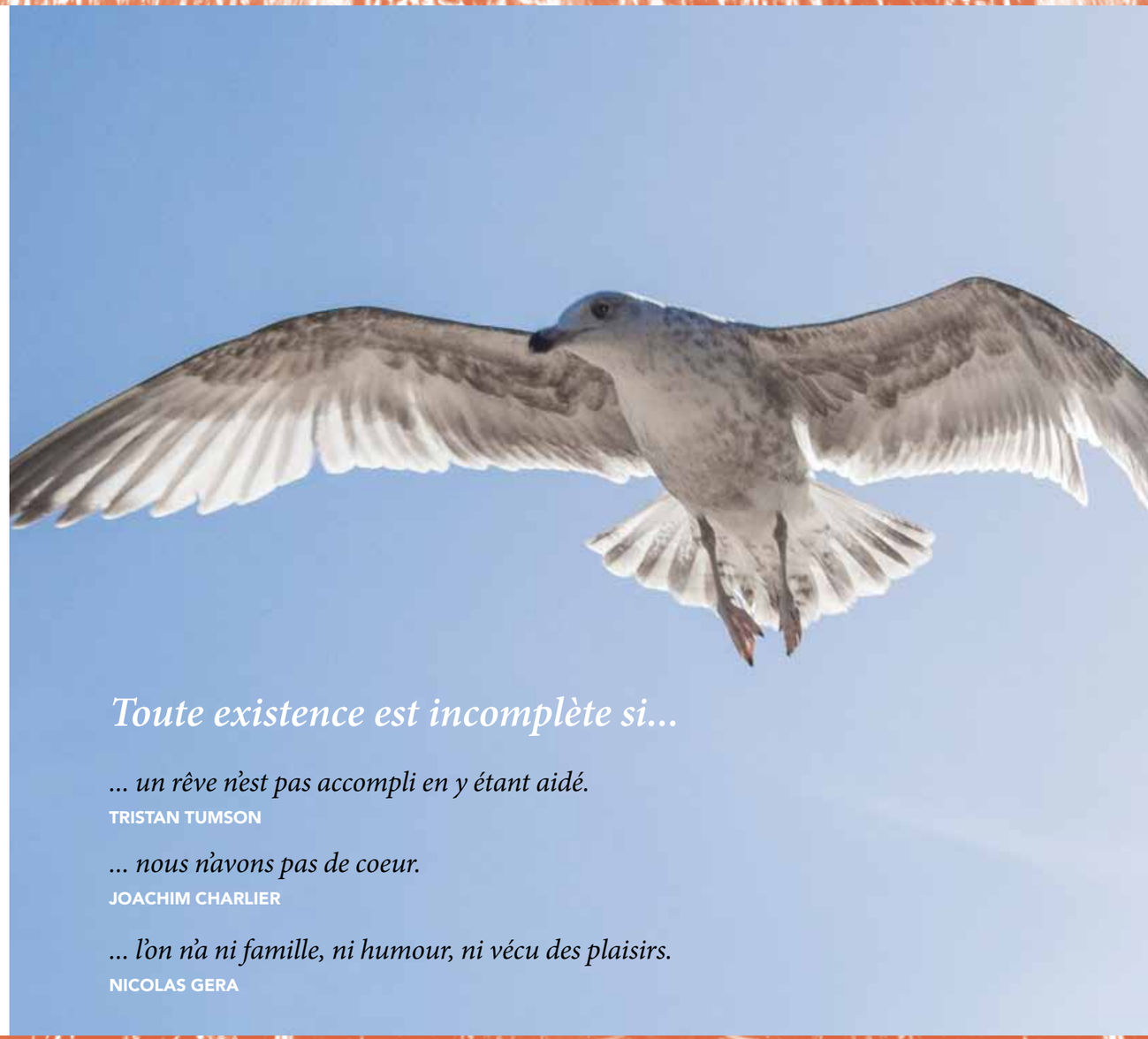
NOAH CHARLIER

... à la mer car toucher le sable rend heureux.

MALIKA GERA

La Maison-Ressources

www.lamaisonressources.be



Toute existence est incomplète si...

... un rêve n'est pas accompli en y étant aidé.

TRISTAN TUMSON

... nous n'avons pas de coeur.

JOACHIM CHARLIER

... l'on n'a ni famille, ni humour, ni vécu des plaisirs.

NICOLAS GERA

Nous sommes en 2050 ...

Contrairement à ce que l'on pouvait redouter, les hommes ont compris des choses importantes. Le monde a changé le jour où... les glaciers ont fondu et des milliers d'espèces d'animaux ont disparu. Des failles se sont créées : les famines, la montée des eaux, de la température...
Tout a dégénéré. Les émeutes ont grandi et se sont emparées de l'Etat. Aucune loi ne fut respectée durant cinq ans. La chaos était présent. Jusqu'au jour où, je ne sais comment car j'avais à peine six ans, une nouvelle réforme est apparue.
L'Etat était Les Citoyens.
C'est Nous qui décidions. Enfin pas moi, mes parents. Le monde politique amena des décisions et des lois meilleures car nous discutions et votions tout cela en tant que Citoyens. Et nous ne pouvions pas appeler les responsables des chefs car ils étaient là pour représenter le choix commun.

MAXIME SCHEPENS

La vie aujourd'hui...

c'est vivre, littéralement. L'argent n'existe plus, seulement du troc et des matériaux créés par nous-mêmes.
MAXIME SCHEPENS

c'est un monde dans lequel la paix et le respect règnent, même envers les animaux.
JULIE HUET

Et moi dans ce monde...

je suis fermier, comme un peu tout le monde. Nous y sommes obligés car il faut nous nourrir. Ma vie ressemble à Monsieur et Madame Tout le monde. Mais chaque jour est différent.
MAXIME SCHEPENS

je ne suis pas le chef car il n'y a plus de chef, la population est maîtresse d'elle-même.
TRISTAN TUMSON

Là où je vis, les décisions importantes sont prises par...

les iPhones pouvant faire réfléchir les humains afin d'effectuer les bons choix pour que la paix prenne le dessus.
MATHIS BOUDART

la police qui correspond à plus ou moins 56% de la population. Ils sont représentants de l'ordre et de l'autorité. Aucune trace de licorne !
NICOLAS GERA

RÊVE GÉNÉRAL : **DEBOUT** LES **UTOPISTES !**

Pour que les choses changent...

il va falloir que la moitié des gens sur terre commencent à changer leur mode de vie s'ils veulent un avenir pour eux, leurs enfants et les espèces animales.

MAXIME SCHEPENS

les gens doivent faire la part des choses entre l'important dans la vie et les futilités n'amenant que des problèmes.

SOLINE

je voudrais que tout le monde mette du sien dans le respect des lois contre le racisme et les discours de haine.

JULIE HUET

Anne STAQUET
Docteur en philosophie.
Agrégée de l'enseignement supérieur.

Elle a mené une réflexion sur l'importance de l'écriture, de l'imagination et de la fiction en philosophie, en étudiant notamment ce lien dans la littérature utopique[1].

A-T-ON ENCORE BESOIN D'UTOPIES ?

Aujourd'hui, on entend souvent dire que le temps des utopies est révolu. D'où vient cette idée et se justifie-t-elle ? Elle s'appuie sur plusieurs éléments. Trois d'entre eux me semblent prépondérants.

D'abord, on vit dans un monde de plus en plus attaché à l'immédiateté. Il est évidemment agréable de pouvoir échanger avec des amis sans devoir attendre les longs jours que requérait l'échange épistolaire. Mais les nouvelles technologies, avec tous leurs aspects positifs, influencent aussi le monde des idées.

En effet, ce désir d'extrême rapidité des échanges, qui en est sans doute une des conséquences, modifie profondément nos façons de vivre et de penser. Ainsi, lorsqu'on investit, on veut une rentabilité immédiate ou au moins très rapide, d'où le succès de la bourse pour les investisseurs, même petits.

Le financement de la recherche scientifique est quant à lui essentiellement basé sur la recherche tournée vers l'industrie, celui qui va aboutir rapidement à de nouveaux objets, à de nouvelles technologies ou à de nouveaux médicaments. De ce fait, toute la recherche fondamentale, qui a besoin de temps et permet d'avantage l'acquisition de nouvelles connaissances, se trouve pénalisée. Est-il besoin de rappeler que, si l'on avait fonctionné de la sorte lors des siècles passés, notre connaissance du monde n'en serait pas là où elle en est et, par conséquent, nos technologies non plus. Et il existe d'autres domaines qui ont besoin de temps : la véritable pensée, celle qui ne se contente pas de ressasser les opinions et qui se permet même de critiquer les idées dominantes, celle qui constitue une réflexion en profondeur, en fait évidemment partie. Alors, rêver d'un monde idéal, paraît bien dérisoire face à la crise économique, à la baisse du pouvoir d'achat, à l'augmentation du nombre de chômeurs (ou, plus exactement, à la réduction de ceux-ci suite à leur exclusion du chômage ou de ses statistiques).

Ensuite, le fait que les facteurs économiques soient devenus de plus en plus dominants dans nos sociétés participe aussi de la mauvaise presse des utopies. Nous avons d'ailleurs sans doute atteint le point où l'on pourrait même parler d'idéologie économiste ou de religion de l'économie, non pas tant à cause du « Dieu Argent » que parce que le modèle économique est ce en quoi on croit. En effet, l'idéologie économiste est si généralement partagée que rares sont les personnes non adeptes de l'idée que l'économie est la clé de toute société heureuse et bien organisée.

Cela se traduit par une réduction de la politique au profit de l'économie, mais aussi par le fait que tout est désormais évalué sur cette base. Qu'on pense simplement aux classements des études sur base des bénéfices qu'elles engendreront et de l'investissement qu'elles représentent. Dans cette perspective, imaginer un monde meilleur, pas forcément réalisable, surtout à court terme, ne peut qu'apparaître comme une perte de temps et, on nous l'a assez répété : le temps c'est de l'argent !

Enfin, dernier facteur : même si on en revient à l'aspect littéraire, les anti-utopies ont fait croire que les utopies étaient désormais dépassées et surtout dangereuses. Or, contrairement à ce que leur nom laisse à penser, les anti-utopies ne s'opposent pas aux utopies, mais bien plutôt à une évolution possible et inquiétante de notre monde.

En effet, que ce soit « 1984 » ou « Le meilleur des mondes », pour ne citer que les deux plus connus, ces romans ne nous montrent nullement le danger des mondes idéaux dans lesquels on pourrait vouloir s'engouffrer. Au lieu de cela, ces fictions prennent un élément préoccupant de notre monde actuel – l'observation généralisée dans le premier cas et les développements de la génétique dans le second –, l'accentuent et en montrent les conséquences dangereuses en cas d'évolution dans la pire des manières.

Mais comme elles jouent sur les peurs, sur nos peurs actuelles, notre capacité de réflexion et d'analyse s'en trouve fortement réduite. Autrement dit, il est tout à fait erroné de se servir des critiques des anti-utopies pour remettre en cause l'intérêt des utopies. D'ailleurs, bien que cela soit passé de mode, des utopies continuent à s'écrire.

Tous ces éléments font que créer des utopies ou rêver d'un monde meilleur apparaît aujourd'hui comme une activité dérisoire, voire même nuisible dans certains cas. Malgré tout, certaines personnes restent tenaillées par l'envie de changer le monde. Différentes voies s'ouvrent à elles.

La solution la plus directe, la plus classique aussi, est certainement celle de l'engagement politique. Ceux qui veulent améliorer leur société peuvent en effet s'impliquer dans le combat politique. Ce choix implique l'acceptation des règles particulières qui régissent ce jeu : la démocratie et la particratie, par exemple. Il implique aussi d'accepter d'améliorer la société par petites touches, pas à pas, en prenant le temps, en acceptant parfois – souvent ? – les compromis.

Pour ceux qui sont plus pressés ou plus radicaux, la révolution peut apparaître comme une meilleure solution, même s'il leur faut rapidement reconnaître que préparer la révolution prend du temps.

Et puis, il est une troisième voie, que l'on a souvent tendance à oublier, celle de l'utopie. Elle peut se décliner essentiellement de deux manières. La première approche, la plus directe, consiste à s'impliquer dans la création d'une utopie concrète, afin d'y vivre différemment. C'est ainsi que depuis plusieurs siècles et aujourd'hui encore se créent des communautés, souvent modestes, parfois conséquentes, dont l'existence (allant de quelques semaines à près d'un siècle) attestent de la possibilité d'une vie sociale très différente. C'est ainsi aussi que certains projets ou manières de vivre tentent de trouver leur place dans la société. La seconde manière consiste à se tourner vers les utopies littéraires, les mondes imaginaires.

Cela requiert quelques explications. En effet, comment est-il possible que le rêve d'un autre monde puisse avoir concrètement des effets sur la réalité de notre société ? C'est là un paradoxe qu'il faut expliquer.

Pour le comprendre, il faut revenir à la définition de l'utopie littéraire. Ce genre, inauguré il y a tout juste 500 ans par Thomas More, se construit tout d'abord sur la critique de la société. Bien entendu, les critiques qui ont pu être adressées aux sociétés passées n'ont plus les mêmes valeurs aujourd'hui, puisque les sociétés changent. A partir de ces critiques, l'auteur imagine un monde différent et concret où, par un changement de l'organisation sociale, les défauts repérés dans la société disparaîtraient.

Il est important que les changements envisagés se concentrent sur l'organisation sociale, et nullement sur le fait que les hommes seraient comme par magie devenus bons, respectueux les uns des autres, etc. En effet, l'idée sous-jacente des utopies est que c'est la société qui détermine le comportement des hommes en général, et en aucune manière la morale ou la religion.

C'est la raison pour laquelle les utopistes imaginent et décrivent une société dans le moindre détail. Par exemple, Cabet voulait que la solidarité soit un élément important de la vie en Icarie. Pour ce faire, il n'affirme pas que c'est une des principales valeurs enseignées à l'église ou à l'école. Il imagine plutôt que l'habillement habituel de cette société sont des blouses qui s'attachent dans le dos par de petits boutons. De la sorte, les Icariens sont naturellement amenés, depuis leur plus tendre enfance, à s'entraider dans la vie courante.

Un autre élément, trop peu relevé dans les utopies littéraires et pourtant absolument essentiel, c'est leur caractère fictionnel. Une utopie n'est pas un traité pratique du meilleur gouvernement, qu'il s'agirait de réaliser tel quel. Les utopies littéraires rappellent sans cesse qu'elles ne sont pas des programmes à réaliser. Chez Thomas More, celui qui décrit la société soi-disant idéale se nomme Hythlodée, ce qui peut se traduire par « professeur en sornettes ».

Et si, attentif à l'étrangeté de ce nom, on se met à observer avec attention la vie dans son utopie, on remarque rapidement que plusieurs éléments sont aberrants ou contradictoires. D'ailleurs, à la fin du récit, le personnage

à qui Hythlodée vient de décrire cette société, et qui se nomme « Thomas More », précise qu'il y a bien des choses qu'il souhaiterait voir réalisées, mais pas toutes. L'auteur termine donc encore son texte en précisant bien qu'il ne s'agit aucunement de mettre sur pied cette société, affirmée comme idéale, mais que la description possède aussi de nombreux aspects qui ne la rendent pas idéale.

Le paradoxe relevé précédemment n'en prend que plus d'ampleur. En effet, en quoi une société différente, idéale sur certains aspects et nullement sur d'autres, pourrait-elle transformer concrètement notre monde ?

La résolution de ce paradoxe passe par l'idée qu'une utopie littéraire vise à développer l'imaginaire politique du lecteur. En effet, lorsqu'on lit une utopie, on est d'abord amené à réfléchir aux critiques énoncées par l'auteur. Qu'on les approuve ou pas, on se met à penser aux critiques qui nous semblent pertinentes, à celles qui le sont moins et à voir aussi quels sont les défauts de notre société, autrement dit quelles critiques nous lui adresserions. Et il est évident que critiquer sa société est un élément important de la pensée politique. Mais transformer la société, ce n'est pas seulement critiquer, c'est aussi construire.

1. L'utopie ou les fictions subversives, Éditions du Grand-Midi, Zurich/Québec, 2003, 182 p.

La vie fait que des miracles existent dans le coeur du peuple.

LORRI HICQUEBRAND

LA CITOYENNETÉ À L'AUBE DU 21e SIÈCLE : questions et enjeux majeurs

Extraits du livre de M. Martiniello

Vers une citoyenneté globale

...Pour Falk (1994), tout comme la citoyenneté nationale et la démocratie sont liées, la citoyenneté globale et la démocratie globale devraient aussi être liées. Cette citoyenneté globale à construire devrait être associée à un processus de démocratisation qui étendrait certains droits, certains mécanismes de représentation et de responsabilité étatiques au fonctionnement des institutions internationales.

Les possibilités d'extension de la citoyenneté au-delà des frontières traditionnelles de l'État-nation peuvent être appréciées en tenant compte de quatre niveaux d'engagement des citoyens globaux. Premièrement, la citoyenneté globale relève des aspirations à créer un monde meilleur fait de paix et de justice. Deuxièmement, la globalisation de l'économie entraîne une globalisation de notre horizon de vie, notamment en ce qui concerne la vie politique. La citoyenneté globale s'inscrit troisièmement dans la prise de conscience que la survie de l'espèce humaine passera par la solution aux problèmes d'énergie, de ressources, d'environnement, mais aussi par un ajustement de nos schémas de consommation. Il s'agit là de problèmes globaux qu'une citoyenneté globale peut contribuer à résoudre en réorientant les choix politiques sur la base d'un sens écologique de la viabilité. Enfin, un militantisme transnational est indispensable pour défendre cet «horizon impossible».

Cinq images de la citoyenneté globale émergent alors de la concrétisation de ces différents niveaux d'engagement. Premièrement, l'image du citoyen global comme réformateur global. Le réformateur global n'est pas simplement un participant à une communauté politique particulière (ville, État, etc.) Il pense, sent et agit pour le bien-être de l'humanité et des plus démunis. C'est en quelque sorte la version actualisée du «peace and love» des années 60. Deuxièmement, le citoyen global comme homme d'affaires transnational. L'élargissement des opérations d'affaires à l'échelle planétaire est la base de la formation d'une culture d'élites d'affaires globale et homogénéisée. Cette dernière suppose la perte de toute spécificité culturelle. Elle a pour résultat la création d'une élite globale dénationalisée mais qui, en même temps, n'a aucun sens civique de la responsabilité au niveau global. La citoyenneté traditionnelle est abandonnée mais elle n'est pas remplacée par une citoyenneté globale responsable. Troisièmement, la citoyenneté globale comme gestion de l'ordre global dans ses dimensions environnementales et économiques. C'est la tendance résultant des travaux de la Commission Brundtland et de la Conférence de Rio. Quatrièmement, la citoyenneté globale comme développement d'une conscience politique supranationale à l'échelle des grandes régions du monde. C'est notamment le cas de la citoyenneté de l'Union européenne développé plus haut. Enfin , la citoyenneté globale comme émergence d'un activisme transnational dans les années 80. Il s'agit d'un mouvement vers la création d'une société civile globale par la promotion d'une sorte de conscience politique transnationale qui pourrait exercer une influence à tous les échelons institutionnels lorsque les questions de droits de l'homme et d'environnement sont concernées.

Pour Falk (1994), l'enjeu de la citoyenneté globale est la création d'une communauté politique basée sur une solidarité globale, sur les idées de co-responsabilité et sur la perception d'un destin commun à l'humanité, tout en reconnaissant la diversité des histoires, des traditions et des valeurs spécifiques. A nouveau, on retrouve cette volonté de rompre avec l'opposition traditionnelle entre universalisme et particularisme...

DROITS CITOYENS !

La victoire sur soi est la plus grande des victoires. S'assumer nous procure un énorme bien, un soulagement. C'est là justement une des clés de la liberté: surmonter le regard des gens et augmenter la confiance en soi. Comment voulez-vous instaurer une démocratie si la population a peur, peur de vivre ? Si les gens manquent de confiance en eux, comment faire confiance à quelqu'un d'autre? Si tel est le cas, alors la personne concernée croit plus en d'autres gens qu'en elle-même, ce qui paraît invraisemblable. Si l'on ne croit pas en ses capacités, il est impossible de progresser, de faire avancer son pays, sa ville, son entourage, soi-même. S'il faut donner son sang, allez donner le vôtre. Par «donner son sang», je dis là que l'Etat et les dirigeants doivent s'impliquer pour changer le comportement des gens, la manière d'être, de penser, d'imaginer... C'est aussi d'une certaine façon la société dans laquelle nous vivons qui veut nous obliger à ressembler à quelqu'un, à un modèle dans un contexte où priment la gloire, la réussite, la consommation plutôt que l'entraide, le partage, la confiance. Si l'on réussit à réunir ces dernières valeurs et à les renforcer, nous pourrons peut-être le prendre cet avion qui nous mènera vers un monde de paix, en démocratie.

ZAVEN SIMONIAN

Quand j'étais prisonnière, je ne l'étais pas vraiment. Je n'étais pas ce prisonnier dans sa petite cellule suite à un crime ou un délit. Je n'étais pas ce petit prisonnier de 7 ans puni dans sa chambre à cause d'une bêtise. Non, rien. Je n'étais juste qu'une simple prisonnière de moi-même ; on a volé mon âme. Ce monde m'a volé mon âme. Cette politique m'a volé mon âme. Nous vivons dans un système où la liberté n'est pas permise et l'égalité pas admise, où des personnes perdent leurs droits. Mais où est cette démocratie dont tout le monde rêve ? Je ne reconnais plus rien. Pourtant, je ne parle pas de dictature, non, ici je vous décris bien la démocratie de nos jours, celle qui a pris mon âme. Celle où nous sommes censés vivre librement tout en étant égaux. Ce n'est pas le cas, et ce ne le sera si dure cette société nouvelle que nous nous sommes forgés. Celle qui a commencé à supprimer nos âmes. On nous juge, on nous rabaisse, on nous discrimine. On a plus le droit d'exprimer sa personnalité, ses sentiments ou son propre avis sans se faire juger. Quand j'étais prisonnière de moi-même, je me renfermais par peur de rabaissement, on m'avait volé mon âme. Voilà pourquoi j'ai décidé de me battre et de prendre sur moi. J'ai vaincu cette société et j'ai créé mes droits. J'ai livré mes sentiments, je me suis libérée et je suis partie pour un monde meilleur. Je me suis enfin évadée de cette prison qu'était mon corps. C'est à ce moment que j'ai appris que la plus grande leçon de vie était que la victoire sur soi est la plus grande des victoires.

JUSTINE FERON

La cadence de ma génération accélère face à la guerre, les discriminations, les préjugés causés par l'inconnu, la peur de l'autre, l'argent. Espérons que demain tout ira mieux grâce à la prise de conscience.

EUGÈNE SANGARE

LE RESPECT DES DROITS CONSTITUE LA BASE D'UNE CONSTRUCTION CITOYENNE FORTE POUR NOS ENFANTS

Institution de référence en Communauté Française, portée par un Délégué général incarné par Bernard De Vos et une équipe pluridisciplinaire, le DGDE veille à la sauvegarde des droits et des intérêts des enfants. Il concerne toute personne âgée de moins de dix huit ans ou toute autre de moins de vingt ans pour laquelle une aide a été sollicitée avant l'âge de dix-huit ans auprès de l'aide ou de la protection de la jeunesse.

En 2017, le Délégué général aux droits de l'enfant célèbre ses 25 ans. A l'époque de sa création, la Communauté française fait figure de précurseur puisqu'elle est la deuxième entité étatique mondiale, après la Norvège, à créer une institution autonome et indépendante dont la mission est de surveiller la bonne application de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant des Nations Unies, qui date de 1989, sur le territoire concerné.

En 2018, c'est la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui soufflera septante bougies. Déclaration, Convention, Délégué forment ensemble une famille symbolique, la filiation étant évidente, les objectifs communs ou similaires, l'arbre généalogique plongeant ses racines dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 en France, avec le souci de toujours mieux préciser les choses de telle manière à ne pas oublier les besoins spécifiques de certains groupes humains, les enfants et les jeunes en particulier dans le cas qui nous occupe ici.

La différence notable entre la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Convention internationale relative aux droits de l'enfant c'est que la première se présente comme « l'idéal à atteindre pour tous les peuples et toutes les nations » quand la seconde engage les Etats parties à la traduire, maintenant, dans la législation nationale (régionale, communautaire) pour la respecter et l'appliquer concrètement. Même s'il n'existe aucun mécanisme de contrainte véritable ni aucun « gendarme » mondial des droits de l'enfant, le poids symbolique de la CIDE est d'autant plus fort qu'il existe, sur la planète, de plus en plus d'institutions comme celle du Délégué général pour vérifier sa bonne application et rappeler les Etats à leurs engagements.

Une réalité saute aux yeux : c'est toujours suite à des conflagrations humaines que la question des droits de l'Homme et du citoyen fait son chemin : la Révolution française, les deux Guerres Mondiales accouchent, après le chaos et l'horreur, dans la foulées des Lumières, d'idées humanistes qui cristallisent la volonté de reconnaître et d'assurer la liberté, l'égalité et la fraternité pour tous les humains d'où qu'ils viennent.
Bien que l'idéal de la Déclaration Universelle soit loin d'être atteint, l'existence même de la CIDE montre que nous avançons dans le bon sens, avec une boite-à-outil juridique toujours mieux équipée pour protéger les citoyen.ne.s du monde, quels que soient leurs origines, leur culture, leur âge, leur genre…

Bien sûr la tâche reste immense, les injustices et les discriminations flagrantes. Mais les fondations d'une humanité dont les membres sont libres et égaux en dignité et en droit existent. Chacun.e d'entre nous a le devoir de les (faire) respecter et de les protéger car, en cette matière comme en tant d'autres, rien n'est jamais définitivement acquis. Au contraire, il arrive aujourd'hui que la protection de la famille serve d'alibi pour questionner, voire remettre en cause, les droits et libertés de certaines minorités ou encore certains progrès éthiques comme le droit à l'avortement, par exemple.

Etre informé de ses droits, recevoir une éducation qui tienne compte de ces droits et permette de les activer au quotidien, constituent la base d'une construction citoyenne forte pour nos enfants afin de leur permettre de devenir des adultes responsables, solides face aux difficultés de la vie et solidaires avec leurs semblables, tous leurs semblables. Les révolutionnaires de 1789 l'ont déjà bien compris quand il publient la Déclaration des Droits de l'Homme ET du Citoyen. Les deux sont intimement liés.

Ce n'est que depuis une époque récente que l'erreur fondamentale de lier les droits de l'enfant à « leurs devoirs » est commise par celles et ceux qui confondent, ou aimeraient nous faire confondre, la règle immuable qui s'applique à toutes et tous, dans un souci d'égalité ultime, et une obligation morale variant selon le lieu ou les circonstances.

Chez le Délégué général aux droits de l'enfant, nous sommes d'avis, pour avoir pu le vérifier à de nombreuses reprises, qu'un enfant, un.e jeune, bien informé à propos de ses droits est toujours plus enclin à respecter ceux des autres et montre une propension à s'inscrire naturellement dans les règles fixées par la société dans laquelle il ou elle doit s'insérer.

Bernard DE VOS
Délégué général aux droits de l'enfant.

LA CITOYENNETÉ À L'AUBE DU 21e SIÈCLE : questions et enjeux majeurs

Extraits du livre de M. Martiniello

Définir la citoyenneté

...considérons que la citoyenneté moderne se caractérise par un ensemble de trois traits énoncés par Jean Leca (1991). Il s'agit tout d'abord d'une statut juridique conférant des droits et des devoirs civils, politiques et sociaux aux membres d'une collectivité politique. Ensuite, la citoyenneté concerne un ensemble de rôles sociaux spécifiques (électeur, militant, etc.) qui permettent aux citoyens d'opérer des choix relatifs aux affaires publiques. Ces rôles sociaux spécifiques sont différents des rôles professionnels, privés ou économiques. La citoyenneté suppose donc une certaine «compétence politique», c'est-à-dire la capacité pour le citoyen d'utiliser son statut pour défendre ses intérêts en tant que membre de différents groupes sociaux (groupe professionnel, sexe, classe sociale, etc.) dans le jeu politique de sa société d'appartenance. Enfin, la citoyenneté suppose aussi un ensemble de qualités morales considérées comme indispensables à l'existence du bon citoyen et que l'on dénomme parfois civisme. La reconnaissance de l'existence et de la primauté d'un intérêt public que le citoyen défend constitue un aspect crucial de ce sens civique.

Dans la science de soi, nul n'est passé maître. La démocratie, ce n'est pas qu'un mot, c'est un choix, le choix de savoir ce que l'on veut, d'identifier ce que l'on ressent et ce dont on a besoin pour se sentir mieux. C'est aussi choisir de faire du bien autour de nous, de respecter et aider les autres. Dans une démocratie, nous avons aussi des droits, pas illimités. Mais nous pouvons nous en servir pour toucher positivement les autres. Nous avons des devoirs et nous nous devons de les appliquer pour que d'autres citoyens puissent en bénéficier. Qu'ils soient issus de nos familles, amis, simples passants ou encore victimes de guerre car eux vivent en détresse alors que nous avons les moyens de faire bouger les choses.

ARTHUR D

DEVENIR UNE ÉCOLE DES DROITS DE L'ENFANT

Via les Écoles des Droits de l'Enfant, l'ONG Plan Belgique et les partenaires du programme et label EDE visent à conscientiser les enfants au sujet de leurs droits et ceux de leurs pairs dans le monde.

L'approche des droits de l'enfant est un levier important de la démocratie scolaire. Elle favorise le respect entre tous, préconise l'écoute et le règlement non-violent des conflits, donne sa place à chacun dans le respect des individualités, aide les enfants à exprimer leurs idées, préconise la solidarité plutôt que la compétition, promeut l'inclusion de chacun en fonction de ses compétences…

L'approche des droits de l'enfant

L'actualité sur les questions d'éducation en Fédération Wallonie Bruxelles est particulièrement riche et constitue une formidable opportunité pour faire évoluer la situation des enfants à l'école à travers une approche basée sur les droits de l'enfant: l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté (EPC), la formation initiale des enseignants, le décret inscription ou encore le Pacte pour un Enseignement d'Excellence. Ce dernier, accorde une place importante à la démocratie scolaire. L'objectif : préparer par la pratique tous les enfants à participer activement à une société respectueuse de chacun(e).

Aujourd'hui, les enfants sont plus que jamais des citoyens du monde. Les partenaires des Écoles des droits de l'enfant définissent cette citoyenneté par l'approche des droits de l'enfant. Ces droits (et le travail qui est effectué autour) créent un système de valeurs : la démocratie scolaire.

Aujourd'hui, les enfants sont plus que jamais des citoyens du monde. Ces droits, et par extension les droits humains, apportent un système de valeurs dans lequel la solidarité prend place. Ces droits s'accompagnent de la responsabilité de chacun dans le bien-être de tous.

Qu'est-ce que les droits de l'enfant ? En quoi sont-ils cruciaux ? Sont-ils respectés ici ? Et dans les pays du Sud ? Comment faire de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire ?

L'approche des droits de l'enfant c'est …

… passer du « JE » j'ai des droits (émancipation) au « TU » tu as également des droits (empathie), jusqu'au « NOUS » pouvons agir ensemble lorsque les droits sont menacés (solidarité)

… informer les enfants sur leurs propres droits. L'éducation aux droits de l'enfant commence par la connaissance de ses droits. Souvent, les enfants ignorent qu'ils ont des droits et ce qu'ils signifient. La première étape est donc de les informer par une approche adaptée. Leurs droits ne doivent absolument pas être abstraits. Avec une méthode et des outils pédagogiques adaptés, il est possible de les informer d'une manière ludique et dès le plus jeune âge !

… apprendre aux enfants à défendre leurs droits. Connaître leurs propres droits ne signifie pas qu'ils en réalisent l'importance. Lorsqu'ils en sont conscients, les enfants défendent leurs droits !

… stimuler les enfants à défendre les droits des enfants dans le Sud. Les droits de l'enfant sont universels : partout dans le monde et pout tout le monde. Avec cette vision, les enfants découvrent l'état des lieux des droits dans d'autres pays. Cette prise de conscience stimule l'échange et la solidarité internationale dans l'école. À travers nos différents projets, nous faisons des droits de l'enfant le socle sur lequel la communauté éducative développe sa vision pédagogique et ses activités éducatives.

Nous mettons les enfants et les jeunes au cœur de ces approches car nous estimons qu'ils sont des personnes à part entière, avec des droits qu'ils peuvent également exercer dans le cadre de leurs activités scolaires. Ainsi, surtout dans le monde de l'enseignement, les enfants et les jeunes doivent être en mesure de participer activement et d'être écoutés. Pour atteindre cet objectif, les compétences suivantes doivent être inscrites dans l'agenda des écoles : la prise de décisions éclairées, le développement de modes de vie sains et de compétences en résolution de conflits, la prise de responsabilité individuelle et collective, la pensée critique et créative, etc.

Nous considérons que la mission de l'École est de maximiser les chances et les possibilités de tous les enfants à participer pleinement et de façon responsable à la société. En l'espèce, il faut mettre l'accent sur le développement intégral des enfants et des jeunes grâce à une formation englobante et accessible à tous et à toutes.

Ecole des droits de l'enfant

L'approche des droits de l'enfant doit être interprétée de façon large. Par exemple, dans notre école, celle-ci comprend, entre autres choses, les questions environnementales, le harcèlement à l'école et l'éducation mondiale et solidaire. Grâce à l'apport de Plan International Belgique, nous pouvons intégrer les droits de l'enfant dans la classe de manière simple et facile d'accès. Au final, on réalise que l'intégration de l'approche implique effectivement peu de travail supplémentaire. Misha, enseignant

Une École des droits de l'enfant intègre les droits de l'enfant à la vie quotidienne de l'établissement: les cours, le règlement scolaire, les activités... Les enfants grandissent alors dans un climat de respect des droits de l'enfant. Ce projet permet aux élèves de connaître leurs propres droits tout en découvrant la situation d'autres enfants dans le monde. Pour devenir une « École des droits de l'enfant », les écoles travaillent à installer pendant deux ans ce que Plan International Belgique et ses partenaires appellent un « climat des droits de l'enfant » dans l'école.

Tout au long du trajet, les écoles sont appuyées par Plan et ses partenaires à l'aide d'outils pédagogiques, de formations et d'ateliers adaptés à la réalité des établissements.

Au terme de ce parcours, l'école décroche le label « École des droits de l'enfant » : désormais, l'école est autonome et reconnue aux yeux de tous – élèves, parents, enseignants et direction- comme ambassadrice des droits de l'enfant !

Jonathan Moskovic
Plan Belgique, programme et label EDE
www.ecoledroitsenfant.be

CABINET DE CURIOSITÉS

INTERVIEW
Conseil Communal des jeunes de Walcourt

« Etre là avec d'autres jeunes qui s'investissent, c'est aussi un moyen de s'exprimer ».

Les conseils de jeunes locaux permettent de porter la parole des jeunes et de créer des lieux de débat et de participation sur le territoire francophone. Nous l'avions constaté lors d'une journée d'ateliers, rencontres et débats Reboussolons-nous face au racisme, initiée par celui du CCJ de Walcourt qui avait rassemblé plus de 200 autres jeunes conseillers. Nous sommes retournés à leur rencontre.

Quel objet avez-vous choisi pour vous présenter et pour nous faire part de ce qui a de l'importance dans votre vie?

(Carine - Echevine de la jeunesse de la commune de Walcourt)

C: Je m'appelle Carine. Je suis échevine de la jeunesse à la ville de Walcourt et à ce titre, j'accompagne le conseil communal des jeunes. Afin de me présenter, j'ai choisi une seringue et un set à pansements car je suis aussi infirmière indépendante. Depuis l'enfance, je rêve d'exercer ce métier. J'ai ce besoin d'aider les gens, de les soigner. Il y a tellement de personnes en détresse, de plus en plus de personnes âgées qui vivent seules.

Je suis parfois la seule personne qu'elles voient de leur journée. Je peux leur rendre des petits services de la vie quotidienne qui sont pourtant très importants. Mon métier d'infirmière me permet concrètement de ne pas me sentir impuissante.

(François - Membre du conseil communal des jeunes de Walcourt)

F:Je m'appelle François. Je suis membre du conseil communal des jeunes de Walcourt. J'ai choisi le masque de Guy Fawkes. C'est le masque que porte le personnage principal du film V pour Vandetta. Cet objet représente pour moi notre société dans laquelle beaucoup trop de personnes portent des masques.

C'est un vrai problème parce qu'à force de porter un masque, on finit par lui ressembler, par être coupé de soi-même. Je n'échappe pas à ce constat mais j'essaye tout de même d'être au plus proche de qui je suis vraiment, de ne plus faire semblant. Notre société formate les gens.

Elle les baigne dans une culture pauvre, redondante et ils finissent par l'aimer, par l'intégrer. Je n'ai pas à juger ce qu'ils aiment mais je regrette l'absence de créativité, de diversité car lorsqu'elles viennent à manquer, c'est une part de l'humanité qui meurt.

(Esteban - Membre du conseil communal des jeunes de Walcourt)

E: J'ai choisi pour me présenter un petit objet modulable avec lequel on peut tracer différentes trajectoires qui pourraient représenter la vie. Beaucoup de personnes voient la vie comme une ligne droite. Mais pour moi, elle est faite de virages avec des hauts et des bas, parfois beaucoup plus de bas.

La ligne droite c'est le métro boulot dodo. C'est la vie de la plupart des gens. Et pourtant, de mon point de vue, ce n'est pas cela la vie. Dans la vie, je veux pouvoir m'amuser. Il est des moments où il faut pouvoir être sérieux mais il faut profiter au maximum.

On ne sait jamais de quoi demain sera fait. Les courbes ce n'est pas toujours nous qui décidons de les tracer. La vie les trace souvent pour nous mais nous avons tout de même de la marge de manoeuvre, la possibilité d'opérer certains choix importants, parfois déterminants dans notre vie.

A quoi ressemble le monde dans lequel vous vivez?

E: Le monde dans lequel nous vivons est peuplé de moutons. Des gens adhèrent à des idéologies sans les comprendre, sans prendre le temps de regarder plus loin, d'approfondir la question. Lorsqu'on observe les résultats de certaines élections notamment en France ou aux Etats-Unis, il y a de quoi s'interroger.

Je ne comprends pas bien comment certaines personnalités au regard des projets politiques qu'elles défendent, puissent à ce point capter l'attention des citoyens et ainsi obtenir du pouvoir, être au pouvoir.

F: Nous vivons dans un système capitaliste où c'est l'argent qui domine. L'extrême pauvreté est un fait dans de très nombreux pays. Pourtant, nous avons les moyens de soutenir ces pays dans leur développement, d'agir pour un accès à l'eau, à l'alimentation pour tous. Mais ce n'est pas cela qui se passe.

Quand il y a un avantage à en tirer, on trouve l'argent nécessaire pour aider ces pays. Mais quand ce n'est pas le cas, il n'y a pas de solidarité. C'est moche! Je pense qu'il faut redonner au peuple le pouvoir qu'il a. Ce n'est pas à lui d'avoir peur mais à ceux qui détiennent aujourd'hui le pouvoir. Le jour où le peuple décidera que ça suffit, ils ne pourront rien contre nous. Nous sommes beaucoup trop nombreux.

C: Le monde dans lequel nous vivons est un monde de fous. On se sent en insécurité là où on est. J'ai personnellement, l'impression d'être dans une guerre dont on ne connait pas l'ennemi.

Quels étaient les objectifs du CCJ et quel regard portes-tu sur cette expérience?

C: Le CCJ existe depuis deux législatures. Les conseillés sont nommés pour 2 ans. Afin de constituer un nouveau CCJ, nous envoyons un courrier à tous les jeunes de l'entité en les invitant à poser leur candidature. Les candidatures sont récoltées et lorsque le nombre excède 25 candidats, nous effectuons une sélections sur base de différents critères.

Nous cherchons la parité homme/femme et à ce que chaque village soit représenté. Nous tenons également compte de l'âge pour donner un maximum de chance à chacun d'être un jour membre de CCJ étant donné qu'il n'est plus accessible au-delà de 18 ans. Auparavant, il n'y avait pas de lieux sur Walcourt qui permettent aux jeunes d'être entendus et représentés. Le CCJ leur donne maintenant cette opportunité. De plus, il est un moyen pour envoyer un message à la jeunesse quant à l'importance que nous souhaitons lui accorder. Ajoutons à cela que par leur action, les jeunes viennent bousculer les préjugés qui leur collent trop souvent à la peau. Ils nous font en effet depuis 5 ans, la démonstration de leur investissement. Ils ont mis sur pieds plusieurs projets d'envergure qui leur ont demandé beaucoup de travail et d'énergie.

Qu'es-tu venu chercher au sein du CCJ?

F: C'est avant tout Esteban qui m'a convaincu de poser ma candidature. J'ai donc assisté à la première réunion de présentation du CCJ. Les différents projets qui avaient déjà été mis en place m'ont réellement motivé. Je trouvais important que pour une fois, la jeunesse puisse se mobiliser et être valorisée.

Les projets que nous avons mis en place par la suite, nous ont permis de faire des choses pour les gens de notre commune comme l'organisation d'une Saint Nicolas les enfants.

Ça peut paraître banal mais c'est tellement satisfaisant de faire quelque chose pour sa commune. Notre second projet « Le chemin des mémoires » nous a emmenés à Berlin. C'était une belle aventure entre nous mais aussi l'occasion de faire un travail de mémoire sur la seconde guerre mondiale. Nous avions pour objectifs de ne pas oublier ce qui s'est passé et de réaffirmer certaines valeurs fondamentales.

E: Pour ma part, je n'étais pas du tout intéressé par ce que j'ai découvert au début. Je trouvais cela chiant et la première réunion ne m'avait absolument pas convaincu. C'est lorsqu'on s'est réellement mis à travailler sur des projets que mon regard a changé. Etre impliqué, vivre avec d'autres jeunes une expérience unique, originale, est devenu très stimulant.

Le CCJ est-il un lieu qui permet aux jeunes de faire entendre leur parole?

E: Etre là avec d'autres jeunes qui s'investissent, c'est aussi un moyen de s'exprimer.

F: Quand on ne s'investit dans rien, quand on reste chez soi, on peut dire tout ce qu'on veut, personne ne nous entendra. Grâce aux projets du CCJ, on a pu faire entendre notre parole et même si ce n'est pas à grande échelle, c'est déjà un début.

C: Le rôle des animateurs au sein du CCJ est vraiment de soutenir et d'accompagner les jeunes dans leurs choix. Ce sont bien les jeunes qui choisissent les projets dans lesquels ils veulent s'investir et c'est au travers de ces projets que leur parole est portée.

La parole des jeunes est-elle originale, différente de celle de leurs ainés ?

C: Parmi les jeunes du CCJ, il n'y a pas une parole qui ferait l'unanimité. Ils ont chacun une parole qui leur est propre et qui vient enrichir les débats. Des positions extrêmes se sont parfois faites entendre. C'est important qu'elles puissent être exprimées et d'y réfléchir avec l'ensemble du groupe. Les échanges apportent souvent de la nuance. De plus, les mettre en débat enrichit nécessairement le groupe. Toute opinion est intéressante pour l'autre.

F: Il y a beaucoup de similitudes entre la parole des jeunes et celle des adultes et donc une grande diversité dans paroles. Mais le fait de se construire dans des époques différentes, nous amène à vivre des expériences singulières. C'est ce qui fait qu'une même génération porte un regard particulier sur le monde dans lequel elle évolue. Le rapport aux médias et aux nouvelles technologies en est un bon exemple. Internet permet une énorme ouverture d'esprit alors que beaucoup d'adultes n'en voient que les dérives.

E: Chaque génération porte ses propres valeurs mais elles ne viennent pas nulle part. Il y a un socle de valeurs qui nous vient de notre éducation et qui peut être important pour nous. Cela ne nous empêche toutefois pas d'évoluer et de nous forger d'autre valeurs, nos propres valeurs.

A quoi ressemblera le monde dans 20 ans et est-ce dans ce monde que tu souhaites vivre ?

C: Je suis contente d'avoir l'âge que j'ai et de ne pas être jeune à l'heure actuelle. Je ne sais pas ce qu'on va leur laisser mais ce n'est pas réjouissant.

E: Encore faudrait-il que le monde existe toujours dans 20 ans. Vu ce qui se passe actuellement, il m'arrive d'en douter. Je ne sais pas si on peut vraiment prédire ce que sera l'avenir mais je pense que le système économique profondément injuste dans lequel nous vivons, ne fera que s'accentuer. Les richesses sont monopolisées par quelques un alors que tant de personnes vivent dans la pauvreté. C'est profondément injuste et je crains que rien ne change.

F: J'ai bien peur que les conflits qui existent aujourd'hui en différents endroits du monde finissent par s'étendre à l'ensemble du globe. Pourtant, j'ai envie de rêver. Je suis un utopiste et un idéaliste. J'ai l'espoir que l'humanité se prenne en main et que des valeurs comme la paix, l'égalité et la liberté d'expression soient plus que des mots.

INTERVIEW
Les membres du Conseil Démocratique et du Conseil des Jeunes du CJC Rochefort

« Quand on a moins de 18 ans et que ce qu'on pense a peu d'impact sur la société d'aujourd'hui, c'est chouette de constater que sa voix compte ici ».

Le Conseil des Jeunes et le Conseil Démocratique font partie des instruments destinés à faire vivre la démocratie au Centre des Jeunes et de la Culture de Rochefort (CJC). Trois membres et la coordinatrice nous en parlent avec attachement aux valeurs que ces assemblées défendent.

Pouvez-vous nous expliquer ce qui caractérise les deux conseils mis en place pour favoriser la participation démocratique des jeunes au sein du CJC ?

(Claude Adam, coordinatrice du Centre des Jeunes et de la Culture de Rochefort)

C : En assemblée libre, le Conseil des Jeunes (CJ) sert à connaître les envies et besoins des jeunes sur lesquels nous nous appuyons pour construire ensemble nos actions. Le Conseil Démocratique (CD) existe suite à l'élection de candidats parmi tous les jeunes membres du Centre des Jeunes et de la Culture (CJC) appelés à voter.

Le rôle de cette assemblée restreinte composée d'autant de jeunes que d'adultes est d'assurer que chacun puisse venir au CJC de façon libre et respectée. Derrière cela, il y a la volonté absolue de ne pas exclure des jeunes.

(Célestin Zabus, membre du CJC)

Cé : Oui, cet aspect est fondamental. Par définition, je vois une Maison de jeunes comme un endroit qui inclut. L'inverse serait inquiétant.

Quel en sont les origines ?

C : Le CJ est une exigence du décret envers les Maisons de Jeunes, organisé en assemblée soit libre, soit plus formelle et moins ouverte. Nous avons fait le choix de ne pas le fermer car nous voulions être un maximum en lien avec les jeunes.

Non obligatoire, le CD est né à partir de problèmes de harcèlement à l'école qui se répercutaient jusqu'ici. Nous avons répondu à cela en rencontrant Jean-Luc Tilmant, enseignant et psychopédagogue qui nous a formé à la mise en place d'une Maison de Jeunes démocratique où les règles sont instituées par les jeunes eux-mêmes et où l'animateur n'est pas le seul garant de leur respect mais partie d'un ensemble où cette responsabilité s'envisage collectivement.

En dix ans d'évolution, on en arrive au stade où le CD doit moins travailler car l'intégration et le respect mutuel se sont installés progressivement.

Cé : Ici, nous essayons de transformer les problèmes qui se posent en ressources. Des amis étant venus taguer la bibliothèque à côté ont été identifiés. Par l'intermédiaire du CD, ils ont assumé et ce fut l'occasion pour eux de réparer en offrant leur savoir-faire pour recouvrir les murs d'une œuvre plus adéquate avec le lieu.

Qu'est-ce qui vous a donné l'envie de rejoindre d'une part le CD et de l'autre le CJ ?

(Lucile Poncelet, membre du CJC élue au CD)

Lcl : Pour le Conseil démocratique, j'ai trouvé intéressant de chercher des réponses avec le « fautif » pour prononcer des décisions constructives envisagées comme des réparations plutôt que de la répression.

Je voulais partager mes idées de sanctions réparatrices. Pour le Conseil des Jeunes, il est ouvert et c'est réjouissant d'y participer quand on constate que de grands projets ont émané d'une simple idée qui passe par l'esprit.

(Lucie Zabus, membre du CJC, ex-élue au CD)

L : J'aime bien l'idée d'accorder une autre chance à quelqu'un pris en faute. Au sein du CJ, c'est travailler ensemble à l'élaboration de séjours d'échanges avec des jeunes d'autres pays qui me motive le plus. Ce sont des expériences inoubliables, de A à Z.

Qu'est-ce que vous avez l'impression d'y vivre?

Lcl : Au CD, nous agissons sur des aspects qui posent problème, tant individuellement que collectivement. Pour le CJC en général, il y a peu de points qui sont revus car il y une base réglementaire cohérente qui a été travaillée et discutée depuis des années.

Donc, le travail se pose essentiellement sur des cas où quelqu'un a dysfonctionné par rapport aux règles de vie communément admises. Il y en a de moins en moins. L'élection est intéressante car il s'agit d'élire quelqu'un de confiance qui ne va pas régler ses comptes personnels et qui respecte la confidentialité des débats. Par contre, au CJ, nos discutons et agissons sur base d'idées et de projets, donc nous avons besoin d'un éventail de jeunes.

L : A chaque CD, nous nous confrontons aux cinq règles d'or du CJC qui avaient été énoncées à son origine. Force est de constater qu'elles sont perçues comme justifiées et toujours en phase avec la réalité actuelle puisqu'elles restent ancrées sans avoir été modifiées.

Lcl : Oui, et nous fous faisons aussi le lien avec les règles de vie dans chaque atelier pour que ce soit cohérent.

Cé : D'un côté, j'aime venir au CJ pour émettre des propositions. De l'autre, j'ai appris à écouter celles des autres en m'éloignant des jugements systématiques, comme envers mes petites sœurs dans un cadre plus privé par exemple. Comme je veux devenir éducateur, ça aide. Il y a aussi une petite fierté personnelle à en retirer, comme quand je propose un artiste pour le Booma Festival qui est finalement retenu.

Est-ce que ces Conseils répondent à vos attentes?

L : Oui, c'est génial de voir aboutir dès évènements comme un voyage d'échange au Monténégro, ou le Booma Festival qui a rencontré un franc succès. Cela demande de l'investissement personnel et une prise de responsabilité collective.

La manière d'avancer ensemble nécessite des débats ouverts et constructifs, puis un partage de tâches par groupes de travail. Les méthodes employées nous apprennent beaucoup car du début à la fin, ce sont des ouvertures progressives sur les autres et sur le monde.

Qu'est-ce que cela vous apporte à vous d'une part, au CJC d'autre part ?

Lcl : L'impression de compter au sein d'un collectif, de se sentir écouté et de trouver une juste place ici. Les décisions prises au CD influent sur l'avenir personnel de quelqu'un ici. Petit à petit, je prends conscience de la responsabilité que j'ai dans ce cadre. Quand on a moins de 18 ans et que ce qu'on pense a peu d'impact sur la société d'aujourd'hui, c'est chouette de constater que sa voix compte ici.

C : Avec l'existence du CD, c'est beaucoup plus confortable pour l'animateur, ce qui n'est pas négligeable. Il n'est pas là pour faire la loi, il agit plutôt en interprète ou porte-voix. Nous travaillons en nous remettant en question, en nous formant continuellement dans le but de favoriser la parole démocratique en équipe, avec les jeunes, sur le choix des thèmes…

Je n'ai pas une âme de directeur, je suis d'ailleurs une coordinatrice. Je n'avais pas envie d'être dirigée et je l'ai bien en tête. Je ne voudrais pas l'imposer aux autres. Et puis, ces moments au CJ ou au CD ne sont pas seulement des expériences à vivre pour les jeunes, c'est aussi une plus-value pour le vivre et faire-ensemble au CJC.

En quoi est-ce important pour vous de peser sur les décisions prises au sein du CJC?

L : Je pense que nos idées et nos paroles sont nécessaires aux adultes qui donnent une direction au CJC. Cela me semble donc logique que la voix du public soit prise en compte au maximum.

Avez-vous l'impression de réellement prendre part aux décisions du CJC de façon partagée?

Lcl : Oui. Et nous sommes conscients que les décisions qui impliquent l'association CJC sont prises par le conseil des animateurs et le CA. Nous voulons juste que les idées de base qui viennent des jeunes montent d'échelle en échelle, ou plutôt franchissent des étapes pour aboutir.

L : De ce point de vue, il y a une véritable prise en compte.

Cé : Se sentir écouté est déjà déterminant. Lorsque notre idée n'est pas reprise mais qu'on entend une argumentation qui nous paraît juste, nous n'avons aucune peine à l'accepter.

En tant que représentante élue, vous défendez l'intérêt de qui et de quoi ?

Lcl : Des jeunes et des animateurs. On prend beaucoup de plaisir ici et pour s'amuser, il y a aussi besoin de règles qui favorisent le respect entre les gens.

Vous venez aussi avec vos envies, désirs et valeurs et ce qui vous caractérise. Qu'est-ce qui est mis en place qui vous permet d'être conscientes des attentes des autres jeunes?

Lcl : Jusqu'à présent, je suis en phase avec les valeurs défendues par le CJC et je ne me sens pas en écart avec la façon dont il est dirigé.

Bien sûr, j'ai mes propres idées mais je suis en accord avec ce qui se passe au CD parce que les décisions sont discutées entre jeunes, représentants des ateliers, de l'accueil et des animateurs qui ont chacun une vision spécifique en fonction de leur place.

Ce sont aussi des relais garant d'une forme de démocratie.
L : L'écoute est importante quand on participe à ces conseils.

Quels outils utilisent les animateurs pour permettre de tenir compte à la fois des envies, besoins et intérêts des jeunes et pour faire en sorte que les décisions qui vont être prises par les représentants tiennent compte de l'ensemble ?

C : Au delà du caractère collectif des projets construits, le défi est de faire place à des petites initiatives particulières émanant d'un ou deux jeunes et qui font parfois boule de neige. Lors d'une réunion, on utilise des méthodes qui articulent les désirs personnels exprimés avec l'expression de ce que les membres percevraient d'utile au CJC en général. Ce n'est pas le vote qui est utilisé pour déterminer les orientations, mais bien la confrontation des arguments au gouvernail des quatre principes: autonomie, liberté, égalité, solidarité. Les réponses pour un « nous responsable » sont alors à construire ensemble, méthodologiquement.

Les relations et les règles de vie aux sein de la MJ sont-elles plus facilement acceptées et intégrées lorsque vous les jeunes avez pris part à leur élaboration?

Lcl: Quand quelqu'un vit et perçoit un débat et une décision prononcée par des jeunes comme lui, entre autres, ça passe bien. Si je prends l'exemple de la consommation d'alcool, je pense que ça a plus de poids si ce n'est pas le coup classique de la morale d'adulte qui sanctionne.

Y a-t-il une manière différente d'envisager les règles chez les jeunes que chez les animateurs?

C : Je pense c'est une question de personne non ? Enfin, je n'en sais rien…

Cé : Chez les jeunes, l'immaturité est clairement là, l'insouciance, l'envie de transgresser aussi et c'est normal. Ce n'est évidemment pas une excuse. A 22 ans, quand je repense à mes conneries passées, j'en rigole mais je me dis aussi qu'il y aurait pu avoir des conséquences plus fâcheuses.

Lcl: Disons qu'entre jeunes nous avons nos normes et règles spécifiques, souvent tacites et communément intégrées, que des adultes ne pourraient pas saisir. A l'inverse, les adultes défendent des règles que nous avons parfois du mal à intégrer car nous voulons vivre le plus librement possible. Je pense qu'il s'agit d'une différence entre être jeune et être adulte. Au CJC, on essaie de faire entre les deux.

C : La notion de respect est plus importante que la loi. C'est sur cela que nous travaillons, marcher sur les pas de l'intelligence et non pas sur celui de la loi.

Est-ce que vous avez vécu un moment ou événement important qui vous a fort marqué au sein de ces conseils, ou plus largement au CJC ?

L : Plus qu'un moment particulier, ce sont les réalisations collectives auxquelles j'ai participé qui me marquent positivement. Le voyage au Monténégro, le théâtre, la danse, les spectacles... Sans le CJC, je n'aurais pas eu cette chance de m'ouvrir à tout cela. Et dire que nous allons retourner au Burkina Faso et sans doute au Québec pour participer à un festival de théâtre...

Lcl: J'ajouterai le Booma Festival. Alors que c'était une idée balancée au vol, ça s'est emballé et tout le monde s'y est mis pour un résultat inattendu avec énormément de monde venu voir des artistes de qualité à un prix démocratique.

Cé : Le séjour au Monténégro et leur accueil ici, sans hésiter!

C : Ma plus belle expérience lors d'un CJ que nous avions préparé méthodiquement pour que la démocratie vive a rassemblé énormément de jeunes et tous les animateurs pour produire des effets durables. Et mon coup de coeur reste Tobkio au Burkina Faso avec 17 jeunes. Participer à la construction d'un puits, planter des arbres, faire de la vidéo, chanter ensemble, c'est quelque chose de merveilleux qui continue à vivre car nous sommes toujours dans un lien d'entraide. Tout ça, je le dois au CJC et aux jeunes.

La démocratie, ce n'est pas que des mots, c'est un choix, un concept, des actions. Tout ce que je sais, c'est que je ne sais pas ce qu'en pensent les autres car chacun sa manière de « savoir » ce qu'est la démocratie. Mais souvent pour y arriver, il y a des grèves, des manifestations et même parfois des guerres. Et souvent l'injustice.

La démocratie, c'est la liberté, l'égalité en droits et d'autres concepts qui font ce que nous sommes. Parfois, il faut des sacrifices et un prix à payer pour pouvoir vivre libres et égaux. C'est notre devoir de ne pas rester à rien faire. Nous avons le pouvoir d'aider à reconstruire ce qui a été détruit.

LÉA SAUVAGE

LA CITOYENNETÉ À L'AUBE DU 21e SIÈCLE: questions et enjeux majeurs

Extraits du livre de M. Martiniello

Apprenti citoyen

...Heather insiste à nouveau sur la place de l'éducation à la citoyenneté dans le concept même de citoyenneté. Autrement dit, il ne peut pas y avoir de citoyenneté sans éducation à la citoyenneté. C'est en effet à la faveur de ce processus éducatif que l'apprenti citoyen, pourra acquérir la connaissance des affaires publiques, les attitudes relatives au sens civique et les compétences liées à la participation politique. Ces trois éléments étant indispensables à toute citoyenneté de qualité ...

INTERVIEW
Klub Ami Berane - CJC Rochefort

« Que manque-t-il pour transformer les choses ? La question est: comment faire pour qu'une personne se sente concernée? »

Avec la question des droits humains comme moteur d'un échange en juillet 2017, deux ans après un séjour au Monténégro, c'était au tour du CJC d'accueillir les jeunes qui les avaient reçus là-bas. Regards croisés.

Quel objet avez-vous amené pour vous représenter symboliquement dans le cabinet de curiosités?

(Bojana Scekic - participante monténégrine)
B : J'y ai déposé un crayon. Il symbolise les différentes opportunités à saisir dans la vie, l'importance d'écrire sa propre destinée et parce qu'il nous permet d'effacer, d'écrire et réécrire les changements.

Je considère la liberté d'expression et d'opinion comme le droit fondamental le plus essentiel car dans mon pays, le Monténégro, si ce que tu penses vraiment ne suit pas les courants politiques majoritaires, tu risques d'en payer les conséquences.

(Alice Poncelet – participante belge)
A : Si en Belgique la liberté d'expression est pratiquement garantie hormis les propos xénophobes et d'appel à la haine, la consacrer aux dépens d'autres cache aussi des situations vécues au regard desquelles d'autres droits aussi fondamentaux ne sont pas respectés dans les faits, comme l'égalité entre les hommes et femmes.

(Ognjen Scekic – participant monténégrin)
O : J'ai amené un ballon de basket-ball miniature car j'aime ce sport auquel j'ai joué quotidiennement pendant 15 ans. Il parle de moi mais aussi du Monténégro car ce sport est populaire chez nous, il peut connecter beaucoup de monde ensemble quand il est pratiqué sainement à l'image de la vie telle que je la conçois. J'ai voyagé beaucoup car je faisais partie des sélections nationales chez les jeunes et j'ai eu la chance de connaître des gens de pays et cultures différents. Le ballon a la forme de notre planète et des gens peuvent se connecter de façon circulaire en jouant ensemble en mettant de côté leurs divergences. En terme de valeurs, chaque sport nous apprend aussi à nous surpasser et persévérer au quotidien pour obtenir des résultats. Le basket et la vie, c'est la même chose!

(Liubisa Cukic– participant monténégrin)
L : J'ai imprimé une photo de ma grand-mère. C'est elle qui m'a orienté sur le chemin de l'apprentissage face aux difficultés au lycée avec la langue française. Elle m'a montré le chemin et m'a aidé à me trouver dans quelque chose de précis car il y a beaucoup de choses que j'aime. Je suis maintenant à la faculté de lettres au Monténégro et je veux en faire mon métier. Je lui suis reconnaissant et cela vaut pour tous les domaines de la vie.

(Emma Zabus – participante belge)
E : J'ai pris un t-shirt acheté au Burkina Faso lors d'un échange précédent. J'ai aimé cette expérience marquante.

(Anne-Sophie Leblanc - participante belge)
A.S: J'ai choisi un pion de jeu que j'ai mis dans une boule de plastique. Tout bien réfléchi après l'avoir vu, je trouve que ça nous représente. Toutes les personnes du monde et chacun comme un pion dans sa bulle.

Justement, que vous apprend cette expérience d'échange international ?

E : Découvrir une autre culture et des gens ne peut se faire que par la rencontre et pas par l'image qui nous est renvoyée. Même si pour le Burkina, la chaleur de l'accueil m'a confirmé ce qui nous est dit.

A.S : Le fait de communiquer au départ de deux langues différentes traduit aussi les différences dans l'état d'esprit et l'attitude. C'était chouette de pouvoir se corriger les uns les autres et d'apprendre de nouveaux mots, pas que les meilleurs d'ailleurs (rires).

L : A chaque fois que je reviens d'un échange de ce type, je rentre chez moi avec une autre vision sur le monde et des opinions qui évoluent. Notamment grâce au rapport à la langue qu'entretiennent les gens. Je ne veux pas seulement apprendre le français contemporain, je m'intéresse aux racines et à l'évolution du sens des mots, les influences des autres langues et les spécificités culturelles de la francophonie. La joie de vivre présente chez vous est quelque chose qu'on ne peut pas expliquer chez nous. Lorsque j'ai rencontré des belges du même âge qui avaient des problèmes que j'ai écoutés, je suis rentré chez moi en réalisant que ce sont les mêmes soucis partout et que je pouvais être content avec ma vie, avec l'envie de donner le maximum pour que ce soit moi-même qui la dirige et non les circonstances.

(Célestin – participant belge)
C : D'abord, quel plaisir de se revoir après deux ans. C'est important de leur rendre l'échange après que nos amis nous ont fait découvrir différentes facettes de leur pays et leur culture. J'ai appris que les pratiques paraissant habituelles et acceptées ici, comme le fait de boire une bière en rue, ne passent pas de la même manière aux yeux des gens là-bas.

Plus généralement, en écoutant et discutant des spécificités culturelles, cela m'apprend à connaître et mieux comprendre les différentes façons de faire et de penser, dans la réciprocité et donc dans l'espoir d'un respect mutuel. Cela me donne aussi envie d'aller rencontrer d'autres cultures où les différences sont encore plus marquées.

O : Pour avoir vécu quelques camps d'échanges, je retiens les amitiés véritables qui se nouent avec des envies de se revoir au delà de se parler sur les réseaux sociaux, ce qui est malheureusement plus contraignant mais c'est tellement plus riche d'être physiquement connectés. C'est aussi une chance pour des jeunes monténégrins de pouvoir voyager et vivre des expériences qui paraissent banales pour d'autres, comme prendre l'avion ou rencontrer des gens qui parlent une autre langue. Après, il n'y a que du bénéfice qui en découle.

Votre rencontre a lieu autour du thème des Droits Humains. Y a-t-il des droits auxquels vous attachez beaucoup d'importance?

C : Ils le sont tous en grande partie mais le droit d'être libre de ses choix est important à mes yeux. Encore faut-il s'entendre sur les limites de nos volontés. Dès que j'ai eu l'âge de sortir seul de chez moi, j'ai toujours aimé sortir à l'air, même à 800 mètres de la maison, pour me sentir libre de mes mouvements. A l'âge adulte, j'aime l'idée de pouvoir décider de voyager mais il faut que l'argent suive. Les freins sont nombreux mais heureusement que des structures comme la MJ permettent ce type d'expérience collective à moindre frais.

O : Voyager est important mais la liberté, c'est avant tout ne pas être empêché de faire des choses que tu aimes et qui sont nourries par tes convictions. Pour en revenir aux droits humains, il est important de les revendiquer tous et de les utiliser. Il n'y a pas une place au monde où tous ces droits sont garantis.

Le Monténégro est passé par une phase dramatique et maintenant, les libertés fondamentales sont en principe garanties. Mais il s'agit d'une démocratie de façade, les gens votent et émettent leur opinion mais les choses évoluent peu depuis 25 ans. Il y a une grosse partie de la population qui n'accepte pas la politique tout en éprouvant un sentiment d'impuissance. J'ai l'impression que nous avons besoin de quelque chose de dramatique pour que notre société se réveille.

L : La liberté. Pas celle de faire ce que tu veux mais celle de t'exprimer, de faire et de montrer ce que tu aimes vraiment sans craindre ce que les autres vont en dire, de créer comme tu as envie sans être obligé de suivre un gouvernement et ce qui l'entoure pour te diriger.

A.S : La liberté de circulation me touche particulièrement, surtout dans le contexte de notre échange.

L : L'égalité devant les droits est importante, d'autant que certains bénéficient de privilèges qui sont déterminants dès le départ avec des traitements de faveur liés au statut social de leurs familles.

Chez nous, beaucoup de parents influencent l'opinion politique de certains de ma classe, les forcent à s'inscrire dans un parti et à répandre leurs opinions pour ainsi grandir leur position dans la vie. Cela m'énerve car c'est souvent contre leur gré. Il faut avoir le droit de choisir ce qu'on veut, de travailler nous-mêmes pour ouvrir les portes et non que ce soit quelqu'un qui le fasse pour nous.

C'est quoi pour vous « être citoyen » ?

A : Au delà de la question des droits et devoirs à respecter, c'est pouvoir prendre des initiatives qui participent à la vie commune. Avoir le droit de voter bien sûr, mais surtout avoir le droit de participer à la création de nouvelles règles.

B : Au Monténégro, nous avons pas mal de problèmes dans notre ville. Les responsables politiques nous laissent s'exprimer et suggérer des solutions, mais n'en tiennent finalement pas compte. Pour que cela change, il ne suffit pas de proposer. La grande majorité des gens sont mécontents de leur situation mais chacun reste dans son coin sans bouger. La population monténégrine est plutôt froide et inerte. Cette mentalité fataliste freine les changements.

A : Tout bien réfléchi, c'est assez similaire en Belgique alors que nous devrions saisir des occasions au vu des libertés garanties. Certains les prennent mais ça reste marginal et bien trop peu massif alors que nous devrions en profiter.

L : Ma façon à moi de l'être, c'est de partir de ce que j'ai appris à travers mes expériences qui m'ont fait grandir, pour montrer aux autres qu'il y a de la lumière au bout du tunnel. Quelques fois, je suis fatigué de tout cela car je ne vois pas qu'ils ont envie de redémarrer autre chose après une sombre étape. Je ne changerai personne si elle-même n'a pas l'envie de modifier son état d'esprit qui lui permettrait d'arrêter de faire des choses qui la déçoivent ou la rendent triste.

E : Un citoyen est quelqu'un qui s'implique dans l'organisation de la société.

L : Chacun de nous naît citoyen de son pays avec des droits, mais je n'oublie pas qu'il est nécessaire de lutter et se comporter soi-même pour les mériter.

Avez-vous le sentiment que votre parole et désirs de changements sont pris en compte par les détenteurs du pouvoir politique?

A : Personnellement, même si j'en ai l'envie et que je participe quelques fois à des mouvements, je n'ai encore jamais fait partie de groupements à la tête d'initiatives revendicatives.

B : A la faculté, j'ai fait partie de mouvements revendicatifs dont les responsables ont tenu compte, mais pas encore en dehors, au niveau de la mairie par exemple.

C : A Rochefort, comme il manque de lieux pour que les jeunes se rassemblent autour d'occupations communes, nous avons tendance à traîner du côté de la gare et ça nous est reproché.

Mais cela fait des années que nous demandons un terrain synthétique de façon autonome. Puis il a fallu que ce soit porté par la MJ pour obtenir un demi terrain. C'est déjà ça, mais il faut pousser pour se faire entendre. Comme le dit Ognjen, il faut parfois un choc pour que ça bouge!

A.S : Je ne sais pas s'ils nous entendent mais même si ce n'est pas le cas, il vaut mieux s'exprimer plutôt que de ne rien dire.

E : En plus, cela peut conscientiser d'autres sur certains problèmes et permettre plus de pression sur le pouvoir politique.

Qu'avez-vous envie de leur dire aux décideurs ?

C: Allez voir comment vivent «les gens d'en bas» comme vous dites, alors vous comprendrez peut-être certaines situations et vous prendrez conscience que c'est en fonction d'eux qu'il faut agir en priorité.

Qu'est-ce qu'ils pensent des jeunes à votre avis?

C: Bah, ils ont toujours imaginé que la jeunesse était un peu débile non? (rires) C'est ce que je pense. Dès qu'il y a écart de génération, ils sous-entendent que leur âge et leur expérience leur confèrent systématiquement une savoir supérieur et une autorité légitime.

Que manque-t-il pour transformer les choses ?

B : Il faut que les citoyens s'unissent !

L : Il manque du courage et de la force de caractère!

A.S : Je pense que c'est plus une question d'implication personnelle dans un sujet. La question est : comment faire pour qu'une personne se sente concernée ?

Les citoyens ont-il le pouvoir nécessaire pour provoquer de grands changements ?

B : Tout le monde en a. Par exemple, j'ai participé à des manifestations contre notre gouvernement chaque soir durant dix jours. Il n'est pas tombé mais cela a forcé une modification de la structure des institutions politiques en faveur de plus de démocratie.

A : J'ai fait pareil lors de réformes récentes du Gouvernement Michel qui ne me paraissent pas favoriser la majorité des citoyens. Cela n'a pas bougé, un seul jour de manifestations ce n'est pas assez.

O : Chacun a le pouvoir de changer des choses dans les petits endroits qu'il fréquente. Je considère que je contribue à transformer ma région, ma ville, ma faculté. C'est à chacun de s'engager comme il peut à la place où il se trouve.

C : Pour moi, le désir est le moteur du changement et l'isolement le pire des freins. Il suffirait au peuple de se rebeller ensemble.

B : Il faut donc continuer à manifester!

C : Il y a tellement d'opinions et de situations personnelles divergentes. Un débat ne se finit jamais, ce n'est pas comme les mathématiques. Qui a bon, qui a mauvais? Qui est-on pour en juger? Qui a décidé que c'était bien ou mal? Qui a créé les Droits de l'Homme? Ce sont des débats infinis, remplis de questions et de réponses. C'est donc très compliqué d'avancer ensemble.

L : Nous sommes toujours dans une espèce d'ancien régime dans un pays qui n'a pas encore développé d'horizons larges. C'est une raison pour laquelle les universitaires et intellectuels quittent le pays. Il reste alors des gens qui ont encore peur des réactions du pouvoir et supportent la situation actuelle. Il y a une sorte de désespérance entretenue par le sentiment que la lutte est vouée à l'échec et qu'ils en souffriront encore plus. Des blessures sont encore très profondes, il y a tout à faire et il faudra beaucoup de temps pour que la société monténégrine change.

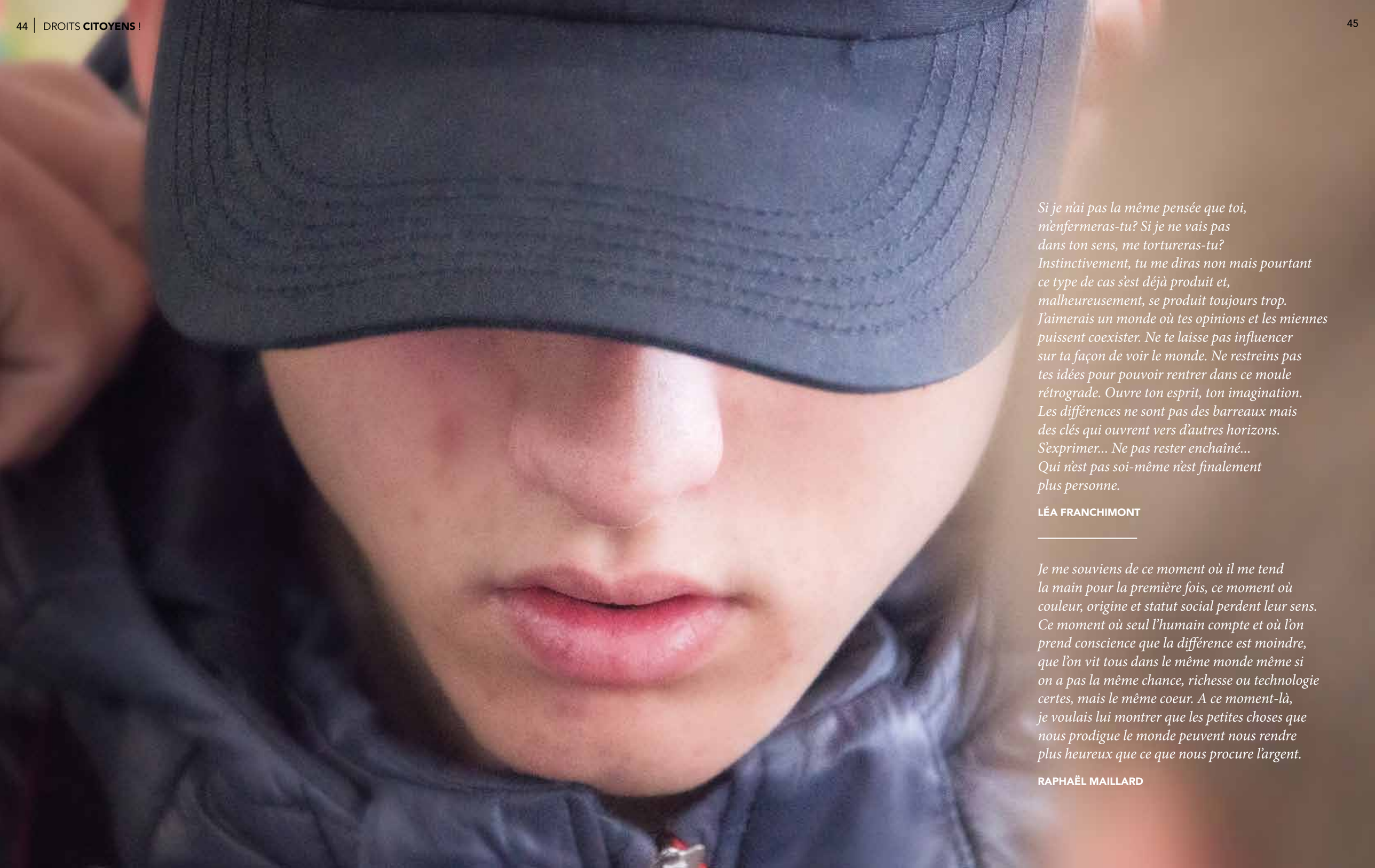
O: Je pense que les gens de notoriété publique comme les acteurs, musiciens, artistes, sportifs et autres célébrités peuvent parler aux jeunes et être écoutés dans leur prises de positions. L'année dernière chez nous au moment des élections, des artistes connus et admirés par beaucoup se sont positionnés publiquement contre le régime et cela a réveillé pas mal de citoyens qui s'étaient endormis. Mais cela peut aussi provoquer des effets pervers si ces personnes défendent des causes néfastes.

Qu'est-ce qui serait bon ou mauvais?

O : Mon repère, c'est la violation des droits humains qui n'est pas acceptable.

Connaissez-vous des grands changements provoqués par des citoyens ?

B: Oui. Grâce à un vote démocratique dans notre ville, nous avons réussi à remplacer le maire de notre ville qui était une sorte de dictateur.



Si je n'ai pas la même pensée que toi, m'enfermeras-tu? Si je ne vais pas dans ton sens, me tortureras-tu? Instinctivement, tu me diras non mais pourtant ce type de cas s'est déjà produit et, malheureusement, se produit toujours trop. J'aimerais un monde où tes opinions et les miennes puissent coexister. Ne te laisse pas influencer sur ta façon de voir le monde. Ne restreins pas tes idées pour pouvoir rentrer dans ce moule rétrograde. Ouvre ton esprit, ton imagination. Les différences ne sont pas des barreaux mais des clés qui ouvrent vers d'autres horizons. S'exprimer... Ne pas rester enchaîné... Qui n'est pas soi-même n'est finalement plus personne.

LÉA FRANCHIMONT

Je me souviens de ce moment où il me tend la main pour la première fois, ce moment où couleur, origine et statut social perdent leur sens. Ce moment où seul l'humain compte et où l'on prend conscience que la différence est moindre, que l'on vit tous dans le même monde même si on a pas la même chance, richesse ou technologie certes, mais le même coeur. A ce moment-là, je voulais lui montrer que les petites choses que nous prodigue le monde peuvent nous rendre plus heureux que ce que nous procure l'argent.

RAPHAËL MAILLARD

PLACE DES **JEUNES**

Entre juillet et octobre 2016, quatre jeunes citoyens de la région rochefortoise s'engagent dans la réalisation d'un reportage sur les accords de libre-échange TTIP et CETA. Plus qu'un outil d'information sur le sujet, ce reportage témoigne de leur parcours. Morceaux choisis.

On aurait pu faire une chanson...

Si tu n'es pas d'accord avec quelque chose en préparation, ça se passera si tu ne fais rien pour t'y opposer. Alors, ce sera un peu tant pis pour toi parce que tu n'auras pas utilisé ton pouvoir d'agir.

FLORIAN MATTERNE

Ces questions des accords de libre-échange nous concernent directement en tant que citoyens sur qui les décisions futures pèseront. Se manifester, manifester, oser donner son avis, affirmer ses positions, tout cela est extrêmement important.

GILLES LIGOT

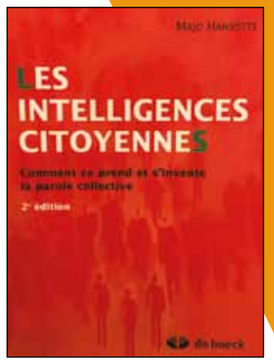
Si tu donnes le pouvoir à quelqu'un qui ne le veut pas, il tentera de mettre à profit ses idées pour que la société aille mieux. Or, si tu donnes le pouvoir à celui qui le veut, va-t-il t'entendre et prendre en compte ou suivre ce que tu lui demandes de faire ?

SOFIA KALIYEVA

Les entreprises multinationales sont des commerçants et je ne vois pas de quel droit ces commerçants s'ingéreraient dans la politique.

LHASSA CRETEUR

On aurait pu faire une chanson: un reportage sur le TTIP et le CETA, visible sur notre site **www.cidj-rochefort.be** ou en suivant ce QR code.



LES INTELLIGENCES CITOYENNES : Comment se prend et s'invente la parole collective ?

Extraits de synthèse des acquis de l'ouvrage de Majo Hansotte, *Les intelligences citoyennes: comment se prend et s'invente la parole collective, 2e édition, De Boeck 2005*

L'ESPACE PUBLIC EN QUESTION

Docteur en philosophie et lettres, Majo Hansotte est l'auteur d'une thèse sur l'espace public contemporain défendue à l'Université de Liège. Depuis de nombreuses années, elle a en charge la formation d'acteurs engagés, en Belgique ou en France, dans les mouvements sociaux et associatifs, dans le développement culturel et territorial, dans l'éducation populaire et scolaire. Son travail, en tant que chargée de mission par la Communauté française de Belgique, porte aussi sur la participation citoyenne en Wallonie et à Bruxelles en lien avec l'Europe et la francophonie...

En alliant la base théorique de son propos avec la méthodologie et la pratique, son livre « Les intelligences citoyennes » aborde les nombreuses questions suscitées par une renaissance citoyenne. Face à la complexité du monde contemporain, comment l'opinion publique peut-elle encore prétendre à une participation aux affaires publiques?

Nous publions ici des extraits de synthèse des acquis de cet ouvrage en relation avec le chapitre abordant la notion même d'espace public contemporain.

Une conquête de l'énonciation humaine en progression ?

Les quatre repères fondateurs d'une démocratie politique et sociale ont été revisités par les différents mouvements sociaux: c'est le mouvement ouvrier qui a imposé la transformation de la fraternité, une disposition éthique, en solidarité, une disposition non seulement éthique, mais aussi institutionnelle et politique, qui traduit la fraternité dans des mécanismes concrets de redistribution. De même, les mouvements féministes ont revisité l'exigence d'égale liberté entre hommes et femmes; les luttes anticoloniales, quant à elles, ont mis l'accent sur l'égale autonomie et la liberté pour les peuples.

Non les principes de base d'un régime démocratique ne sont pas franco-français! S'appuyer sur les principes démocratiques dans la définition du Juste et de l'Injuste ne signifie pas que l'on considère comme supérieure aux autres une culture particulière, puisque notamment les luttes contre le colonialisme se sont faites au nom des espérances et exigences démocratiques d'égalité et de liberté.

Ces mêmes exigences soutiennent le combat des étudiants ou des femmes en Iran, la lutte contre le patriarcat en Egypte, en Algérie, au Maroc, les revendications étudiantes en Chine en faveur des Droits humains. Ce sont également les principes démocratiques qui dynamisent les luttes sociales en Amérique latine ainsi que les mouvements occidentaux en faveur d'une plus juste répartition des richesses, en faveur d'un respect de l'environnement...

La véritable conquête dans la déclaration des Droits de l'Homme, c'est donc la déclaration elle-même: le pouvoir citoyen de proclamer. Ainsi, les événements liés au «Printemps arabe» ont fait tenir à de nombreux commentateurs des propos enthousiastes. « Malgré leur police sans foi ni loi, les dictateurs peuvent être chassés du pouvoir... Dégagez, potentats incompétents, présidents voleurs, dictateurs tortionnaires et assassins ! ». Mais pour quel résultat durable? L'on est ici renvoyé à l'ensemble du dispositif démocratique garantissant en son coeur un espace public et surtout empêchant les mainmises autoritaires, politiques, religieuses, financières...

L'espace public : une scène pour la parole citoyenne

Pour que se pratique cette parole collective, l'originalité des démocraties est d'avoir inventé de toute pièce une nouvelle dimension de la vie appelée «espace public»: le terme a valeur de métaphore, proposée par les philosophes du 18e siècle, inspirés sans doute par la comparaison avec l'Agora grecque. Cet espace public, ce sont toutes les manières que nous avons de nous préoccuper du bien commun et de l'intérêt général en « quittant » notre maison, en dehors de notre travail, dans une démarche libre. On peut considérer toutes ces modalités d'engagement comme créant une scène publique, laquelle incarne la dimension politique de l'existence, au sens premier du mot «politique», à savoir l'engagement dans la «polis», la cité commune des hommes. La véritable rupture des régimes démocratiques réside en fait dans la centralité de cet espace public, local et mondial à notre époque. Qu'entend-on par espace public? C'est une dimension publique de l'existence humaine, inventée par les démocraties, à travers laquelle les citoyens et citoyennes, en permanence, ont le droit, et d'une certaine manière le devoir, de contrôler leurs mandataires, de contester ce qui leur paraît injuste, de faire émerger les questions et les problèmes à traiter, de résister aux aliénations et aux enfermements, de proposer d'autres visions des choses, de refuser la dictature des pouvoirs financiers et des violences économiques...

Tous les registres du corps et de la parole peuvent être mobilisés pour faire vivre cette scène symbolique, inventée de toutes pièces, selon une créativité toujours ouverte.

Cacophonie des intérêts égoïstes ou conflits porteurs ? C'est l'épreuve du gouvernail qui distingue lobbies égoïstes, émeutes destructrices et affirmations démocratiquement légitimes.

Les démocraties ont trois dimensions

Le propre d'un régime démocratique est donc d'inscrire au cœur de sa dynamique une «scène pour la parole et l'action citoyenne», laquelle nécessite pour se déployer un contexte: libre association, libre information, libre circulation des corps, des idées et des vécus. Toutefois, la durabilité de cette scène citoyenne est étroitement liée aux trois dimensions constitutives du régime démocratique.

LES ÉTATS DE DROITS
Les mandataires sont chargés par Nous Tous de la gestion de l'arbitrage politique.
Le pouvoir est un lieu vide : ils y passent ...

INTERACTIONS — CONFLICTUELLES

UN ESPACE PUBLIC LOCAL ET MONDIAL AU COEUR DES DÉMOCRATIES
Avec la parole, le corps et l'action, Je, Tu, Nous proposons, revendiquons, imaginons, refusons pour Nous Tous ...

CONTEXTE

VIE PRIVÉE
Relations affectives, famille, loisirs ...
Croyances, pratiques culturelles et sociales particulières

VIE CITOYENNE
Libre associations
Libre circulation des idées et des vécus
ESPACES MÉDIATIQUES

VIE LABORIEUSE LE MARCHÉ
et production
Son envers le non-emploi

La spécificité des régimes démocratiques ne repose pas d'abord et prioritairement sur l'éligibilité des mandataires politiques. Certes, il s'agit là d'une avancée importante, mais qui ne nous démarquerait pas clairement de l'Ancien Régime: simplement on voterait tous les quatre ans pour Louis XIV, par exemple. En outre, de nos jours, l'on souligne régulièrement l'importance de la fracture civique entre citoyens et responsables politiques: les élections sont impuissantes à transformer les réalités difficiles, les États sont régulièrement complices des puissances financières et des spéculateurs...

Car si l'État de Droit reste essentiel, le pouvoir en démocratie, à la différence d'une monarchie absolue par exemple, n'appartient à personne: pas de palais où un Roi, un Chef possède le pouvoir comme un talisman à transmettre à ses successeurs. Selon l'expression de Claude Lefort, le pouvoir en démocratie est un «lieu vide» (un palais vide) : le pouvoir, c'est une fonction que l'on prête provisoirement, à l'opposé de toute forme d'oligarchie. L'espace public est à la fois la manifestation et la garantie d'un refus permanent de l'oligarchie, qu'elle soit financière, économique ou autre. Une oligarchie cependant constamment de retour et à combattre, hier comme aujourd'hui.

Le 19e siècle et les luttes ouvrières nous ont fait découvrir quelque chose de très important: parler, c'est d'abord parler avec le corps. La classe ouvrière opprimée a très vite compris que le registre argumentaire des parlementaires ou des patrons relevait d'un rapport de force et qu'en plus, il servait très souvent à justifier l'ordre dominant. L'affirmation politique est donc passée du verbe au corps: manifester (le tort subi) consiste à marcher; dans une grève, le corps s'arrête; les corps s'allongent pour résister aux chevaux... Toute une scénographie citoyenne. Cette esthétique de la manifestation, comme l'appelle Jacques Rancière, a marqué l'évolution de l'expression démocratique, en renouant avec l'émotion, avec le rapport physique au monde, avec la souffrance aussi...

L'espace public, c'est le cœur ou le poumon de la démocratie. S'il s'éteint, nos démocraties deviennent de pures coquilles vides. L'histoire du mouvement ouvrier et des luttes sociales fait apparaître que cet espace public s'est décliné très différemment, selon les époques, selon des codes culturels qui ont évolué sans cesse.

Au-delà du rapport à l'État de Droit, l'espace public est aussi une dynamique autonome entre citoyens, lesquels se dégageant de leur vie privée, familiale, professionnelle, pour s'engager dans les questions liées à la vie en société. Une dynamique dans laquelle on s'engage librement, qui maintient vivantes l'imagination sociale, la vigilance critique et qui renouvelle les scénarios de vie.

Cette instance symbolique de l'espace public se distingue des lieux publics (ce n'est pas la même chose), mais elle nécessite des lieux concrets et communs (et donc aussi des lieux publics) pour se déployer... Tous les registres du corps et de la parole peuvent être mobilisés pour faire vivre cette scène symbolique, inventée de toutes pièces, selon une créativité toujours ouverte.

Selon Jacques Rancière, le système électoral est un compromis historique entre pouvoir oligarchique et pouvoir du peuple. Les élections peuvent donc être un moment de dépossession du pouvoir populaire, si l'espace public ne reste pas puissant et si les institutions personnalisent trop le pouvoir. ▸

ESPACE PUBLIC

Fonction verticale de contre-pouvoir

1. Vigilance critique à l'égard des mandataires, localement et mondialement
2. Refus et résistances face aux pouvoirs du Marché et de la Finance
3. Déconstruction des codes dominants: subversion des catégories imposées, brassage des référents, impertinence à l'égard de toute certitude...
4. Questionnement critique des savoirs, des dogmes, des messages médiatiques...
5. Mobilisations conflictuelles autour du juste et de l'injuste
6. Scénographies de l'affrontement, expression des conflits...

ESPACE PUBLIC

Fonction horizontale de transformations réciproques

1. Le contraire d'une conversation, d'un débat mondain, d'une juxtaposition
2. Mise à l'épreuve réciproque et conflictuelle par les exigences de justice: rigueur procédurale et méthodologique
3. Transmission des luttes sociales, des conquêtes historiques et des référents démocratiques
4. Reconnaissance réciproque: paroles partagées, partage de récits d'injustice et de savoirs
5. Transformation sociale: élargissement des mentalités et brassage des langages ou symboles
6. Formulation d'exigences de changement, invention d'utopies: co-costruction d'alternatives et d'imaginaires.
7. Construction collective de l'agir citoyen et d'interventions créatives : mise en forme des conflits.

Un espace public en progression ?

On constate régulièrement l'émergence de pratiques liées à l'espace public au sein des régimes totalitaires ou autoritaires, grâce à la résistance des citoyens dominés, qui prennent un grand risque puisque de telles pratiques ne sont pas légalisées dans ces régimes. Une des modalités principales de l'espace public est de scénographier symboliquement les conflits, à travers différentes formes d'interventions concrètes dans le réel, tout en évitant la violence physique à l'égard d'autres humains. C'est là un objectif fondamental mais fragile, en particulier lorsque les régimes ne sont pas démocratiques, tuant la lutte politique au profit de la répression sanglante ou de la guerre civile.

Les démocraties aujourd'hui menacées

Aujourd'hui, les interactions conflictuelles ou consensuelles entre citoyens engagés dans l'espace public et responsables en charge de l'État sont menacées, car les mandataires politiques n'ont plus de réel pouvoir sur le devenir des sociétés. Le pouvoir est capturé par les puissances financières et par les Marchés, dépossédant les politiques de leur réelle capacité de gouverner. ▸

Les démocraties n'ont plus vraiment trois dimensions

LES ÉTATS DE DROITS

Fragilisés par les oligarchies, les pouvoirs financiers, les Marchés

L'interaction entre citoyens et Etats est déstabilisée

UN ESPACE PUBLIC LOCAL ET MONDIAL AU COEUR DES DÉMOCRATIES

Vie privée

En conséquence, les questions liées à l'Intérêt général et au Bien commun ne peuvent plus vraiment être traitées au seul niveau des États de Droit. Doivent-elles être dès lors essentiellement relayées par les citoyens et leur action, ouvrant une nouvelle aventure indéterminée, au sein d'un espace public local et mondial? Frontières, États, circulation des personnes sont autant de questions incontournables et lourdes à affronter aujourd'hui.

Fragilités et permanences de l'espace public

Lorsque l'événement et l'émergence se vivent à chaud, comment, les citoyens, partout dans le monde, peuvent-ils avoir prise sur eux-mêmes, s'organiser en vue d'une réelle transformation collective ? Lorsqu'ils se mobilisent contre l'injuste, comment peuvent-ils se soustraire, le mieux possible, aux manipulations idéologiques, financières, religieuses...? C'est toute une culture de l'espace public qu'il faut pouvoir déployer, appuyée sur des associations et des mouvements sociaux, à travers une temporalité longue, selon des registres différents. L'espace public ne se limite pas à un moment insurrectionnel; c'est une dimension permanente de la vie collective, nécessitant une constante pratique de la réflexivité et du questionnement, résistant à toute normalisation.

Au delà d'une apparente spontanéité, des compétences sont à mobiliser par les citoyens, individuellement et collectivement, compétences nommées ici intelligences citoyennes: savoir pratiquer une énonciation et une action démocratiquement pertinentes.

Du printemps à l'hiver?

L'évolution des mouvements sociaux, comme celui des «Indignés» ou comme ceux liés aux «Printemps arabes» pose de nombreuses questions quant à la destinée des luttes démocratiques. Ainsi, à court-terme, déboucher sur des élections se révèle être une impasse qui contraindra la fraction la plus motivée de ces mouvements à poursuivre, après les élections, la résistance et la formulation d'énoncés porteurs d'un futur, ne se soumettant pas aux reprises en mains légalisées. Fréquemment, l'on constate malheureusement que les visées d'émancipation se retournent contre les personnes, à travers la récupération de leur espérance par des pouvoirs forts.

Révolutions, émeutes: quelle signification?

Pour Alain Badiou, les émeutes qui traversent régulièrement l'histoire révèlent l'inexistant du monde et opèrent un changement lorsque cet inexistant commence à exister avec une intensité maximale.

C'est pourquoi on parle de soulèvement: on se relève. Il y a événement lorsque la relève est «déclarée», créant la possibilité d'un déploiement historique imprévu. Selon Badiou, nos sociétés sont traversées régulièrement par des émeutes «immédiates» qui sont réactionnelles: jeunes des banlieues, émeutes anglaises... Elles rejettent l'injustice, mais à travers des attitudes de destruction, bien souvent de leur propre environnement: elles se piègent de par leur propre rage.

En revanche, les émeutes historiques ont réussi à s'implanter dans un site auquel donner une valeur symbolique forte, créant ainsi une localisation partagée; elles s'installent dans la durée et brassent des groupes sociaux différents, de façon essentiellement pacifique, affirmant que les émeutiers resteront là ou qu'ils y reviendront jusqu'à ce que satisfaction leur soit donnée.

« L'émeute devient historique quand sa localisation cesse d'être restreinte, mais fonde dans l'espace occupé la promesse d'une temporalité neuve et à longue portée; quand sa composition cesse d'être uniforme, mais dessine peu à peu une représentation en mosaïque unifiée de tout le peuple; quand aux grognements négatifs de la révolte pure succède l'affirmation d'une demande commune ».

Notons que pour Alain Badiou, le statut historique d'une émeute est souvent perceptible quand les femmes rejoignent l'événement.

Rappelons à cet égard l'exemple des «Mères de la Place de Mai». Néanmoins, tous ces exemples nous montrent combien l'émeute est un moment fragile, facilement récupérable. En conséquence, la pratique de l'espace public ne saurait en aucun cas se limiter à ces moments forts et se doit de renvoyer à un travail permanent en profondeur : sur les mentalités, les pratiques, les imaginaires.

LA CITOYENNETÉ À L'AUBE DU 21e SIÈCLE: questions et enjeux majeurs

Extraits du livre de M. Martiniello

Citoyenneté et crise de la participation démocratique

...La citoyenneté comporte une importante dimension participative. Les citoyens sont censés jouer une série de rôles sociaux spécifiques (électeur, juré, etc.) à travers lesquels ils expriment leurs choix et leurs préférences dans le gestion des affaires publiques. Ce faisant, ils prennent part d'une manière ou d'une autre au gouvernement de leur communauté politique. Or, notre époque se caractérise indubitablement entre autres choses par un individualisme exacerbé et par une indifférence croissante d'une partie des citoyens à l'égard de la chose publique. On parle souvent de nos jours du déficit démocratique et de la distance qui existe entre les citoyens et la classe politique. Ce dont tirent profit des formations politiques fondamentalement éloignées de l'idéal démocratique. En bref, nous nous trouvons certainement face à une crise de la citoyenneté active dont l'issue est pour l'instant encore incertaine. Pourquoi un nombre croissant de citoyens refusent-ils d'exercer leur part de responsabilité citoyenne? Tant qu'une réponse claire n'aura pas été donnée à cette lancinante question, la crise de la citoyenneté active ne pourra pas être surmontée. Ce tableau des difficultés rencontrées par la citoyenneté contemporaine dans l'État-nation témoigne de la nécessité de réfléchir à long terme pour formuler des projets de société démocratiques susceptibles de rassembler les citoyens et de les réconcilier avec la chose publique...

UN REGARD CITOYEN

Gilles Ligot

Nous avons rencontré Gilles Ligot en été 2016 lorsqu'en résonance avec notre appel à la réalisation d'un reportage audiovisuel, il s'est engagé dans l'aventure avec trois autres jeunes. Ensemble, nous avons cheminé et produit une certaine information. Ce jeune homme de Jemelle nous a marqué par son intérêt pour la chose publique, son regard large et la distance critique nécessaire à l'approche d'un travail d'investigation journalistique. Cette fois, il nous livre sa conception de la vie citoyenne à travers une vision aussi apaisante et inclusive que son savoir-être laisse à penser.

La citoyenneté fait partie de cette longue liste de mots qui signifient beaucoup et pas grand-chose à la fois pour une bonne partie de la population. Non pas que celle-ci ne la considère pas, mais parce que sa portée est méconnue et rarement signifiée. Combien ont eu la chance d'y être éveillés, que ça soit par le biais de l'éducation familiale ou scolaire? Très peu, sans doute. Pas assez, sûrement. Et pour ceux qui auraient décidé de s'y intéresser par eux-mêmes, la définition du dictionnaire les aura peut-être découragés. La citoyenneté, « qualité de citoyen ». Cela reste résolument abstrait.

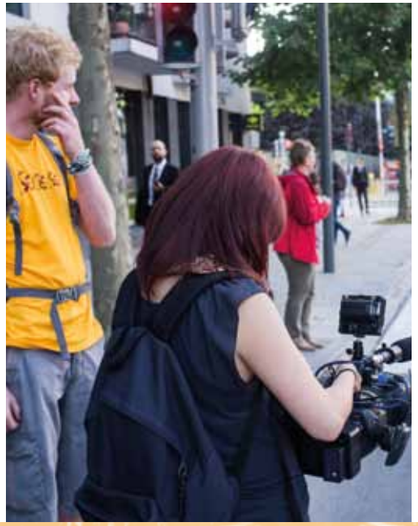
Si vous faites un effort, vous remontez un rien et vous trouvez la (les) définition(s) de citoyen(enne). *« Membre d'un Etat considéré du point de vue de ses devoirs et de ses droits politiques ».* Vous voici déjà un peu plus informés, en supposant que vous ayez connaissance de vos droits et devoirs. Mais le problème avec ces définitions, c'est qu'elles sont limitées. La signification de la citoyenneté ou du citoyen ne peut se limiter à quelques lignes, comme toute matière se rapportant à l'humain. Qui peut se targuer de pouvoir réellement définir l'amour ou l'amitié ?

Ces choses sont faites de nuances et chacun en a sa propre vision ou définition. Sous leurs apparences pompeuses, celles-ci peuvent prendre une forme très simple. L'amour peut s'exprimer par une fleur, l'amitié par une main tendue à un ami dans le besoin. La citoyenneté, elle aussi, peut simplement s'exprimer par une opinion donnée dans une conversation à teneur politique, par exemple. Pour continuer le parallèle avec l'amour et l'amitié, la citoyenneté elle aussi demande de l'échange et de l'investissement. On ne peut mieux apprendre la citoyenneté qu'au contact d'autres citoyens, et cela demande donc un invetissement intellectuel, temporel aussi. Celui-ci peut être plus ou moins important en fonction de l'impact qu'on veut avoir. Car, s'il y a bien une chose que la citoyenneté permet dans notre pays, c'est celle d'avoir un impact réel. Nous sommes égaux en droits et avons dès lors le même pouvoir que n'importe qui. La différence, qui peut parfois être considérée comme une inégalité, se situe au niveau de la connaissance de ces mêmes droits. Elle n'est pas innée et demande donc, comme toute connaissance à acquérir, un minimum de travail. On en revient à l'investissement, nécessaire pour être efficace, qui est valorisable et incroyablement important peu importe la situation du citoyen et ses convictions individuelles. J'entends ici que la citoyenneté est à la portée de tous.

Pour ma part, je me considère comme citoyen chaque jour de ma vie, et j'essaie donc de m'investir dans l'effort collectif. Cet investissement, cet engagement passent chez moi aussi bien par la volonté quotidienne de m'informer et de partager l'information que par mon implication dans le club de football de ma ville. Je considère que le statut de citoyen, même s'il est acquis, est sublimé lorsqu'on cherche à en faire quelque chose de positif, et cela par altruisme. Ce statut, à mon sens, est une chance qui nous est donnée d'être humain, d'être meilleur, de s'améliorer.

Car c'est dans cela aussi que réside la beauté de la citoyenneté, c'est dans sa capacité à aider chacun à s'élever et à accéder à plus de possibilités et donc plus de bonheur.

La citoyenneté doit s'inscrire dans une volonté d'échange, de relation donnant-donnant, tout en n'ayant pas pour but de recevoir quelque chose en retour à chaque fois. Il faut pouvoir trouver de la satisfaction dans chaque geste, chaque action, en considérant simplement qu'on a fait quelque chose qui aura amené notre communauté, notre cité, plus loin. Que l'on fasse un petit pas ou un pas de géant, l'important est d'avoir avancé. Mais il faut pour cela partir sur des bases solides qui sont, par exemple, le respect de chacun et la considération de chaque avis. La citoyenneté, c'est donc pour moi la volonté d'avancer ensemble en ne laissant personne sur le côté et en donnant l'occasion à chacun de s'améliorer et d'apporter sa pierre à l'édifice, de s'épanouir personnellement et collectivement. La citoyenneté est donc pour chacun et passe par chacun, est pour tous et passe par tous.



LA CITOYENNETÉ À L'AUBE DU 21e SIÈCLE : questions et enjeux majeurs

Extraits du livre de M. Martiniello

Citoyenneté et démocratie

... le citoyen est titulaire de droits et il participe à l'exercice du pouvoir politique de différentes façons, et notamment à travers le choix électoral. La citoyenneté et la démocratie sont donc intimement liées. Sans le mandat octroyé par l'ensemble des citoyens à la faveur des élections, le gouvernement n'a aucune légitimité. La citoyenneté suppose que les gouvernements et les leaders politiques élus régulièrement rendent des comptes aux citoyens (Falk in Van Steenbergen, 1994). C'est le principe de responsabilité («accountability») qui est au coeur de tout système démocratique.

Idéalement, le citoyen gouverne en même temps qu'il est gouverné. Pour exercer ce double rôle, il doit disposer d'une certaine autonomie, d'une faculté de jugement et d'une loyauté envers la communauté politique. Toutefois, le degré et la nature de la participation citoyenne divise les chercheurs. Il convient alors de distinguer la citoyenneté passive et la citoyenneté active (Turner, 1990). La citoyenneté passive est développée d'en haut pat l'État qui octroie des droits aux citoyens. Ces derniers ne sont pas supposés être actifs au-delà du simple exercice des droits reçus. Au contraire, la citoyenneté active est développée d'en bas par l'engagement des citoyens dans différents mouvements revendicatifs. Dans ce cas, les citoyens ne sont pas de simples titulaires de droits mais bien des acteurs sociaux et politiques qui utilisent les droits acquis parfois pour en revendiquer d'autres et ainsi améliorer la qualité de la citoyenneté. Il va sans dire que la qualité de la démocratie est largement supérieure dans ce second cas où l'implication participative des citoyens est la plus complète...

... car il nous est impossible d'avoir envie de rêver lorsqu'il nous est rappelé sans cesse de nous conformer.

LAURIANE ROUSSY

... quand on nous fait ressentir que quitter le nid douillet avec ses rêves est impossible.

ELISE DELOYER

... quand nos envies de rêver dépassent les barrières de la société.

LUCA GORI

... quand les contraintes nous ramènent à l'ordre.

AXEL PETIT

... quand nous rêvons de la liberté impossible à accorder lorsque domine le besoin de nous contrôler.

MAXIME MATHIEU

... quand nous rêvons de tous les voyages que nous pourrions accomplir dans notre vie.

LLOYD BUYCK

... quand l'amour ne se conforme point.

ELISA GUELETTE

... quand on a presque plus de liberté et qu'on se sent obligé de se révolter.

THIBAUT VERBERT

Nos désirs font désordre ...

... quand nous voulons revenir à une époque où la liberté signifiait voyager et traverser les frontières sans que l'ordre nous rattrape.

JORDAN PERAUX

NOS DESIRS
FONT
DESORDRE

CABINET DE CURIOSITÉS

INTERVIEW
de Morgane et Sofia

« Nous voulons prendre part aux débats publics. Nos valeurs et nos idées existent même si nos expériences sont limitées »

Volontaires à plusieurs reprises sur différentes réalisations collectives émanant de jeunes, Morgane Gilson et Sofia Kaliyeva nous offrent leur regard de citoyennes.

Quel objet avez-vous amené pour vous représenter symboliquement dans le cabinet de curiosités? Que dit-il de vous et de votre rapport au monde dans lequel vous vivez?

S : Ce n'est pas un objet. Je suis venue avec mon corps qui prouve matériellement que j'existe et habite sur cette terre. Je suis enregistrée dans le registre national, née ici, il existe un acte de naissance, donc je suis considérée comme citoyenne. Je marque ma présence qui fait que j'entre en interaction avec l'endroit où je suis et les gens. Dans ce cabinet, je choisirais les chaussures car nous avons des opportunités de marcher et de nous rendre où nous voulons quand nous voulons. Leur usure signifie l'expérience acquise à travers les rencontres et les souvenirs.

M : C'est un collier que j'ai fabriqué. C'est parti d'une discussion sur Internet réunissant des gens de plusieurs endroits du monde, dont cinq d'entre elles, Philippines, sont devenues des amies que je suis allée rencontrer. Nous avons toutes une «pierre de naissance» qui nous définit, chacune sur le collier. Cela me représente dans la dimension d'internationalité, au même titre que des jeunes de ma génération, car Internet et les technologies nous permettent de rentrer en contact avec des gens partout dans le monde. Il y a 20 ans, je n'aurais pas eu cette occasion de rencontrer ces filles avec qui j'ai beaucoup de points communs finalement.

Les programmes de mobilité jeunesse permettent aussi une démocratisation. Parmi les autres curiosités placées ici en lien avec la jeunesse, les écouteurs me parlent. Je les associe à la musique comme langage universel, ce qui nous permet de rester ouverts au reste du monde. On n'est pas obligé de comprendre ce que dit le texte pour pouvoir apprécier et ressentir les émotions de la chanson. On peut se balader avec des centaines de morceaux qui nous aident à nous définir.

Est-ce qu'avoir accès à tout cela vous donne un autre regard sur le monde en vous construisant différemment?

M : Oui, il y a sûrement un impact sur nos vies et je serais autre sur différents aspects, même si pas fondamentalement différente. Les technologies de l'information et de la communication me permettent certaines facilités pour mes études et ma vision du monde serait plus restreinte si je n'avais pas pu voyager au départ d'une rencontre via Internet. Pour cela, c'est plutôt positif. J'ai aussi conscience de ces privilèges par rapport à d'autres dans le monde.

S : D'accord. Mais peut-être que sans cela il y a quarante ans, nous aurions vécu plus en fonction de l'instant et du quotidien qu'en fonction d'une projection dans le futur. Maintenant, nous avons accès à beaucoup d'informations et à certaines vérités, donc à plus de choix possibles qui nous font sens.

Cette liberté d'expression vous permet-elle de vous sentir entendues?

M : J'ai l'impression qu'il y a une libération progressive de la parole des jeunes sur des sujets autrefois tabous, au sein de la famille par exemple. Cela nous donne aussi l'occasion de nous montrer pertinents sur des sujets de société.

S : Pour autant que l'on montre un début de sérieux, nous pouvons rencontrer pas mal d'interlocuteurs qui nous prennent en compte, engager le débat ou répondre à certaines attentes et besoins. Plus qu'une affaire de générations qui ne s'écouteraient pas, je pense qu'il s'agit d'une question de hiérarchie sociale ou professionnelle. Je suis un peu exaspérée par les catégorisations constantes dans la manière générale d'aborder des problématiques: enfants, jeunes, adultes, aînés. Avant tout, nous sommes et devenons des citoyens.

Et par les représentants politiques?

M : J'ai l'impression qu'il s'agit plus d'un sentiment général d'une grande partie de la population d'être peu considérée, que l'on soit jeune ou pas.

Maintenant, vu les nombreux problèmes sociaux auxquels ils peinent à répondre, je doute que la jeunesse soit une priorité. Par contre, je pense qu'au niveau local, les communes soutiennent des propositions et initiatives venant de jeunes, certaines plus que d'autres. Cela dépend aussi du bourgmestre et des mandataires en place.

S : J'ai vu récemment du négatif lorsqu'un recteur a fait la sourde oreille alors que des étudiants ont manifesté leur mécontentement face à l'injustice ressentie par l'augmentation du minerval pour les étudiants étrangers.

Avez-vous certaines revendications à faire valoir?

S : Plus d'égalité! Par exemple sur le marché de l'emploi, un jeune est réputé ne pas avoir assez d'expérience. C'est évident mais il serait temps d'envisager un discours autre qui postulerait qu'on va l'acquérir progressivement et que nous avons des capacités et une ouverture d'esprit assez larges que pour apporter quelque chose de différent à un employeur qui aurait certaines idées fixes.

M : Être intégrés aux débats publics. Nos valeurs et nos idées existent même si nos expériences sont limitées.

S : Quand on est plus jeune, on nous prend souvent pour de naïfs utopiques dans le sens péjoratif. Et si on prenait en compte certains de nos idéaux avec plus d'importance ? Oui, une grande majorité parmi nous rêve et veut d'une société qui va mieux en avançant. Pourquoi faudrait-il nous le reprocher?

À quoi ressemblera le monde dans quelques décennies?

S : Une certaine utopie voudrait que tout se vive idéalement. Ca n'arrivera jamais et ce ne serait pas intéressant mais certaines visions peuvent nous servir à équilibrer les choses. Il y a des gens qui veulent que tu ailles bien, d'autres pas car cela ne leur profitera pas. Ta liberté n'est pas la mienne. Donc, il y aura des tensions et des guerres. Certains les feront, d'autres les empêcheront, peut-être même ceux qui y trouveraient de quoi s'enrichir en les évitant.

Les catégories sociales changeront sans doute, mais le principe de hiérarchie écrasante sera toujours là. Dans certaines parties du monde, des États empêcheront que la paix soit car ce sera contraire à leur intérêts.

Ces dirigeants ne seront pas nécessairement considérés comme mauvais ou égoïstes puisqu'ils auront protégé en quelque sorte les intérêts de leur population. Pour autant qu'il n'y ait pas quelqu'un qui appuie sur le bouton explosion de la planète, je ne pense pas que les choses changeront fondamentalement. Écologiquement, sous sommes dans un monde en transition, on ne voit pas nécessairement de gros effets suite à nos petits gestes quotidiens, alors qu'ils servent. De là à réparer les effets de la révolution industrielle, j'en doute. Il faudrait des actions politiques d'une beaucoup plus grande ampleur.

M : Tout est possible. Aussi bien rétablir les frontières en Europe que l'inverse pour envisager une véritable coopération, ce que je souhaite vraiment.

Qu'espérez-vous?

M : Des sociétés plus égalitaires. Des droits renforcés partout dans le monde pour au moins permettre l'accès aux fondamentaux pour tous.

S : Moi aussi, plus d'égalité. Et surtout ne pas m'ennuyer! Les moteurs d'action ne manquent pas. Plus d'entraide et d'humilité. Pas besoin de poster une vidéo pour monter qu'on a aidé quelqu'un. Plus d'écoute et de dialogue entre nous pour enfin comprendre que nous sommes fondamentalement tous proches avec des intérêts humains

communs. J'essaie de prendre le temps d'écouter des points de vue qui paraissent parfois choquants, puis j'explique pourquoi je pense les choses autrement.

M : Tout cela passe d'abord par un travail sur soi-même. C'est le début de l'appropriation d'un pouvoir. S'appuyer sur le fait qu'on est pas grand chose et qu'on ne peut de toute façon rien conduit à une impasse. Il y a des petites choses qui peuvent aller loin, comme contribuer à ouvrir l'esprit d'une connaissance qui a baigné sa jeunesse dans des discours racistes et qui balance un truc sous prétexte que c'est une blague. Et bien, je pense que m'en tenir à mes valeurs et protester face à cela peut contribuer à éveiller et faire bouger l'un ou l'autre cerveau. Je peux débattre bien sûr, car qui suis-je pour dire que mes valeurs sont meilleures que celles d'un autre? Mais pour moi, la plus-value c'est créer quelque chose de meilleur pour un plus grand nombre.

Être citoyen veut-il dire quelque chose pour vous?

M : Basiquement, nous sommes citoyens de la Belgique. Aller voter, s'impliquer dans la vie de ma commune, ma localité, ce sont des choses que je trouve importantes et qui me permettent de propager les valeurs et idées auxquelles je tiens à travers l'une ou l'autre participation à une action.

S : J'aimerais qu'on arrête d'employer ce terme lorsqu'il permet de valider l'idée qu'il faudrait prouver constamment qu'on est citoyen uniquement en fonction de devoirs. Il s'agit d'abord d'un droit conféré à la naissance. Et certains l'utilisent pour limiter la liberté d'autres comme les non nationaux qui arrivent et vivent en Belgique. C'est inadmissible. Je ne comprends pas, alors qu'il y a une réalité cosmopolite en Belgique. Dans ces conditions, je gomme ce mot ou alors je le relie à la notion d'être humain.

En fait, c'est plutôt cohérent avec ta réflexion sur l'idée de catégorisation des citoyens qui permettrait de traiter certaines personnes de façon inégalitaire…

S : Oui. L'accès à la citoyenneté ne peut pas se résumer à une histoire de papiers remplis de cases qui pourraient même être monnayés. Citoyens du monde, êtres humains, terriens de Belgique? Et si les extraterrestres débarquent sur terre, il seront citoyens de quoi?

M : Citoyens de la galaxie!

S : Oui! Les pauvres petits extraterrestres auront-ils quelque chose à prouver pour devenir des « citoyens du monde »?

Parole d'un jeune rappeur
rencontré lors d'un atelier d'écriture.

Nous sommes dans une société passive.
On entend et voit les choses mais peu
de personnes se lancent.
C'est bien beau les «like» et de partager
sur Facebook mais qui fait quoi en réalité ?
Qui décide de passer du temps et d'engager
son être pour une bonne cause sans chercher
une rémunération pécuniaire ? Nous avons
oublié que la gratuité du don de soi
et ce que nous en retirons ont beaucoup
plus de valeur qu'un billet de banque.

JÉROME WILOT

PUT YOUR **HANDS UP** IN THE AIR !

LE HIP HOP EST PARTOUT

Figure importante de l'associatif en lien avec la jeunesse et la culture Hip Hop dès son émergence à Rochefort, **Nicolas Canta** rapporte son expérience d'artiste, notamment au service de l'écriture pour les jeunes adeptes, en même temps que la coordination de nombreux évènements. Sur scène avec Sanzio (son frère Rafaël) et Ypsos, il est Furio parmi *Ligne 81*, trio actif dans la capitale. Il a récemment créé et exprimé une « conférence gesticulée »: Le rap: cri des exclus ou nouvel eldorado pour l'industrie musicale.

Bruxelles. Gare du Luxembourg. Entre deux annonces de retard ou d'annulation de train. Ils sont là. Comme chaque dimanche. Un baffle portatif crache de la Krump, du Dirty South. Ils tournent sur la tête, seul un bonnet les sépare de la dalle froide du grand hall. Danse debout, danse au sol, smurf, ils répètent inlassablement leur routine. Des jeunes noirs, des jeunes blancs, des jeunes arabes, des jeunes belges surtout. Ils profitent de cet immense espace, de ce sol lisse, idéal pour la pratique de la danse hip hop. Pourquoi louer une salle ? Pourquoi dépenser de l'argent ? Ici, ils sont à leur place, ils ne dérangent personne. Mieux, ils apportent la vie dans cette gare. Avec eux, le hip hop a gagné sa place dans cet endroit. A quelques mètres du Parlement européen. Des commissionnaires pressés passent sans les voir, entre deux dossiers ou avant d'aller payer des bières trop chères Place du Luxembourg, dans des cafés où on ne parle pas français. Le hip hop s'est installé au cœur de l'Europe et quelque part, c'est rassurant.

Dans les années 80, c'était la dalle de la Basilique de Keokelberg qui était occupée jour et nuit par les anciens. Dans l'univers du hip hop, on est ancien à partir de 30 ans. En général, on a 15 ans de pratique et on a vu défiler les tendances. On est toujours là, aux concerts, dans la rue à freestyler, à poser des graffitis sur un mur après une soirée arrosée. Rien ne remplace l'exercice de son art dans la rue. Toujours improvisé, rien à voir avec ce chanteur-guitariste-harmoniste de la rue neuve. Pendant une émission de radio, des rappeurs rencontrent d'autres rappeurs. En sortant du studio, il est quasi impossible d'échapper à un freestyle. Une manière de se comparer, de se tester, de se concurrencer, mais avant tout de se renforcer en tant qu'artiste. Il n'y a sans doute pas plus beau qu'un passant, jeune, vieux, homme, femme ou les deux, qui s'arrête deux minutes, écoute les rimes posées par-dessus un beatbox, bouge la tête et lâche spontanément « c'est du tout bon les gars, continuez ». Le sentiment qui habite le rappeur à ce moment-là peut se résumer à « si j'arrive à faire arrêter sa route à un passant, je ne peux que réussir face à un public qui ne va nulle part ». La rue donne une confiance en soi assez étrange. Les gens habiles dans cet exercice ne sont pas forcément les plus connus mais disposent d'une aura peu commune. Ce sont eux les vrais maîtres de cérémonie, ils ont fait leurs armes dans l'espace public avant d'aller affronter un public.

Quand on dit qu'à 30 ans, on est un ancien, ça veut aussi dire qu'on peut être un vieux con. Nostalgique, réactionnaire. On ne pose pas toujours un œil attendri sur les jeunes loups qui débarquent. On se dit qu'avec internet, ils ont sauté la case « rue ». Leurs exploits lyriques sont filmés, likés, partagés,… Forcément, l'audience est différente sur youtube et facebook que dans une ruelle devant un des rares bars malfamés qui osaient programmer des concerts hip hop. Et pourtant on se trompe, même si on a un peu raison. Déjà, ces jeunes doivent aussi pratiquer ailleurs que devant une caméra. Ensuite, réussir à attirer l'attention d'un internaute, dans l'océan de contenu musical, est un petit exploit en soi. Peut-être qu'internet est aussi un espace public. Oui, internet est un espace public. Malgré les pubs, les cookies, la vente de tes données, les contenus sponsorisés, youtube, facebook, instagram restent des espaces publics. Que le hip hop a investi comme n'importe quelle gare. Et c'est rassurant.

Le point commun à toutes ces pratiques de rue, c'est l'absence totale de revenus en jeu. Uniquement le plaisir d'être entendu, vu, reconnu. Si on se sent assez fort, on pourra tenter une carrière. Mais il faudra alors être le meilleur. Passer des heures en studio, en répétition,…

S'éloigner finalement de l'espace public. Viser les grandes salles privées, avec de beaux cachets à la clef. Une campagne de publicité peut-être pour assurer ses arrières. C'est ça qui paye. Et c'est ça qui éloigne le hip hop de son esprit d'origine. Les gares, les parvis, les places, les ruelles,…

Un paradoxe qui peut s'illustrer avec le graffiti. C'est une des rares disciplines artistiques où les protagonistes cachent leur identité. Tu peux passer une heure à parler avec un gars ordinaire, avant qu'un de tes potes te dise, « c'est untel, c'est lui qui a fait tel ou tel graff ». Certains ont atteint des niveaux incroyables, réalisé les plus grandes fresques en repoussant les limites du possible et de l'imagination. Pourtant, personne ne les connaît. Leur passion les mène à une vie de marginal. Pas forcément d'emploi, quand on passe des nuits entières à graffer, on n'est pas toujours frais le matin pour investir le marché du travail. Silencieusement, secrètement, ils apportent de la couleur dans les décors les plus gris, les tours d'immeuble, les cabines électriques, les voies de chemin de fer. A eux seuls, ils valorisent l'espace public, massacré sur l'autel de l'urbanisation à bas coût et du manque d'imagination ou de probité des décideurs. Pourtant, s'ils veulent un jour pouvoir vivre de leur immense talent, ils n'ont d'autres choix que de quitter l'espace public. Soit en décorant des maisons de jeunes ou des snacks, soit en s'exposant dans les musées et les catalogues, devenu avec le temps friands de street art. Paradoxe ultime, quand le graffiti rentre en galerie, dans la sphère privée, il devient du street art.

On reconnaît là toute la violence du capitalisme. Qui ne supporte pas la gratuité. L'art est au musée, on paye pour le voir. On ne tombe pas dessus par hasard. Il faut un moyen de capitaliser. On s'efforce de retirer le hip hop de la sphère publique. De le priver de son essence pour en garder son esthétique. Une esthétique reconnaissable par tous, louée par tous comme inventive, libertaire, s'affranchissant des codes. Mais que reste-t-il de l'esprit. Les anciens, les vrais, ceux qui ont 45 ans aujourd'hui, se sont-ils usés les coudes sur le parvis de la Basilique de Koekelberg pour en arriver là ? Oui le hip hop s'est développé jusqu'à en devenir un mouvement mainstream. Oui, il est désormais possible de vivre de son art. Mais à quel prix ? Ce cri du cœur, de la rue, des exclus, des marginaux, des jeunes en quête d'aventure, se résumer à une esthétique. Et que restera-t-il de tout ça une fois la mode passée ? Quand un nouveau courant séduira jeunesse, journalistes et financiers.

Des tags sur un train, des rimes dans une ruelle, des pas de danse dans une gare… Le hip hop ne peut être arraché à la rue, il en fait partie. Quelque part, c'est rassurant.

FILS DU HIP HOP
Morceau issu de l'album "Pili pili sur un croissant au beurre" de Gaël Faye (2013)

Paroles : Gaël Faye
Musique : Guillaume Poncelet

© 2012 Universal Music Publishing / 6D Production

Avec l'aimable autorisation d'Universal Music Publishing et 6D Production.

Crédit photo : Lezarts Urbains

Fils du Hip Hop, il a grandi sous Reagan
Il sautait sur des matelas éventrés dans des terrains vagues
Lui, c'est le rap, un gamin de la rue
La musique sur la peau et le style d'une verrue
Il est né sous Jim Corbeau, surmontant les épreuves
Depuis que Betty Shabazz et Coretta Scott sont devenues veuves
Plus d'Etat, plus de social, le DJ scratch dans l'abîme
Quand son frère Graffiti bariole l'épiderme des villes
Langston Hughes est mort, Harlem Renaissance zéro
Ça break et ça beat box autour d'un baril brasero
Des B-Boys aux Block parties, apprendre à faire sans rien
Le rap a inventé une musique sans musicien
Sans solfège, naît dans le ghetto le petit frère mal aimé
Les leaders ne parlent plus, ils se mettent à rimer
« Put your hands up in the air! » personne ne sera blessé
Un Bic, un beat, la verve du verbe sur MPC
Puis ça fume des blunts, des zedou sur des SP12
Et ça pille les breaks de James Brown, d'Otis Redding
De Funkadelic, de George Clinton, d'Ohio Players
Le son sale, crasseux, poussiéreux provient de ses samplers
C'est les pleurs de la rue sur des crissements de disques
Break it down scratch! Emmerde la progression harmonique
De la bouche des égouts est sorti un mouvement
Qui s'invite dans les cocktails du bourgeois condescendant
Des Hood à Hollywood, du béton au bifton
L'industrie musicale resserre sa proie comme un python
Première tension, puis première contradiction
Choisir entre Révolution ou sociale ascension
Mais le rap a plus d'une rime sous le bomber
Schizophrène sur MTV ça fight the power
Les postillons recouvrent le monde, la mode devient mouvement
Une lame de fond au verbe acide acerbe et véhément
L'instinct de guerre, de cracher, de vivre libre
Insoumis en dehors des schémas et des normes établis
Y'a des morts, des oxymores, des coups de balles verbales
Des ruptures grammaticales sur des caisses claires et cymbales
Ça s'emballe, sans label ça devient plus hardcore
Le réel est sans appel dans le couloir de la mort
Quand le chômage augmente les rappeurs deviennent précis
Quand les médias nous mentent les MC's font les récits
Chaque block, chaque quartier, chaque secteur possède ses rappeurs
Le système est un arbre et le rap est sécateur

Puis la langue affûtée s'est mise à baisser le futal
On lui a joué de la flûte, elle a kiffé le récital
Elle s'est mise des dents en or, des chaînes d'esclaves autour du cou
C'est normal que quand tu crèches dehors tu veuilles sortir du trou
La tête dans un keffieh, du cauchemar au rêve américain
Le rap boit du Moët dans une Bentley en chantant des refrains
En chantant des couplets de 8 mesures sur des sujets lissés
Ça fait dans la friperie, le téléphone, les produits dérivés
Les gens de la classe moyenne ignorant le ghetto
Ont fait le succès du peu-ra, ils veulent les gestes et puis l'argot
Ils veulent s'encanailler: la drogue, les flingues, les biatchs sur la table
S'en foutent de la culture et du message d'Afrika Bambaataa
Le rap a fait ses classes loin du Hip Hop
Renonce à l'éthique de Chuck D, veut la vie de Donald Trump
Le vilain petit canard s'est transformé en cocotte aux œufs d'or
Le bon vin, les dollars ont remplacé le bruit et les odeurs
Mais loin des cotations de ce système l'esprit reste vivace
Tant qu'y'a la merde dans le quartier, y'aura des 16 en dédicace
Donc ferme ta porte et tes fenêtres pour que le Rap ne rentre pas
Il fera une Block Party dans ton jardin pour que tu ne dormes pas !
Donc ferme ta porte et tes fenêtres pour que le Rap ne rentre pas
Il fera une Block Party dans ton jardin pour que tu ne dormes pas !
Ferme ta porte et tes fenêtres pour que le Rap ne rentre pas
Il fera une Block Party dans ton jardin pour que tu ne dormes pas !

Sans eux, les pages précédentes seraient restées blanches

NOS DÉSIRS FONT DÉSORDRE
est une publication de l'asbl CIDJ Rochefort Centre d'Information et de Documentation pour Jeunes.

CIDJ Rochefort
Rue de France 10
5580 Rochefort
084/22 30 73
rochefort@cidj.be
www.cidj-rochefort.be
www.facebook.com/cidjrochefort

ANIMATEUR - COORDINATEUR
Frédéric Lambot
frederic.lambot@cidj.be

ANIMATEURS
Luc Frippiat
luc.frippiat@cidj.be
Céderik Leeuwe
cederik.leeuwe@cidj.be

Réalisation, coordination et rédaction
Frédéric Lambot, Luc Frippiat et Céderik Leeuwe

Éditrice responsable
Anne Teheux

Si vous souhaitez reproduire intégralement ou partiellement certains articles, veuillez nous contacter.

ONT CONTRIBUÉ À CE NUMÉRO

Articles
René Beaulieu, Donatienne Bossu, Nicolas Canta, Bernard De Vos, Majo Hansotte, Gilles Ligot, Marco Martiniello, Jonathan Moskovic, Fabio Sedran, Anne Staquet, Simon Therer.
Merci à M. Hansotte et M. Martiniello pour leur aimable autorisation à reproduire des extraits de leurs ouvrages.

Photographies
Merci aux photographes en herbe, participants aux ateliers photos.

- **MJ Gamedella Jemelle :** Joachim, Julie, Soline, Malika, Mathis, Maxime, Nicolas, Noah, Tristan, Xavier, Amandine, Christalle, Romane, Ambre, Karylin, Sélène.
- **CJC Rochefort :** Anaïs, Charlotte, Clara, Germain, Jamel, Clément, Leïla, Naïs, Sunary, Diana, Jojo
- **À l'Institut Jean XXIII de Rochefort-Jemelle**, nous remercions particulièrement Axel, Élise, Élisa, Thibaut, Luca, Maxime, Lloyd, Lauriane, Jordan et leur professeur Stéphanie Godfrin (classe de 5e techniques sociales et d'animation 2016-2017) pour leur complicité et leurs précieux apports ayant donné naissance à la série portant le titre de cette revue et de l'exposition. Vos désirs font désordre pour notre plus grande joie !

Phrases et textes
Les phrases et textes, dont les auteurs sont cités à l'intérieur de ces pages, ont été couchés sur papier lors des ateliers d'écriture menés avec la MJ Gamedella Jemelle, trois classes de 5e et 6e de l'Institut Jean XXIII et de l'Athénée Royal de Rochefort-Jemelle, le groupe du CPAS de Rochefort et Fifty Fighters and Friends. Vos mots font mouche !

Merci à toi « grande soeur » Agathe pour la transmission de ton expérience qui donne du piment à nos pratiques. Ce n'est qu'un début, on continue puisqu'on est convaincu qu'écrire et dire les mots est à la portée d'un grand nombre.

Merci à Universal Music Publishing et 6D Production pour leur aimable autorisation à reproduire les paroles de « Fils du Hip Hop » de Gaël Faye.

Interviews
Merci aux membres du CJC Rochefort, du Klub Ami Berane, du CCJ Walcourt, ainsi qu'à Morgane et Sofia pour la résonance des échanges dans l'esprit du « cabinet de curiosités » construit par le CJC.

Conception graphique et mise en page
Sylvia Delperdange - 0497/120 797

Merci particulier à Anne pour la relecture et à Sylvia pour la mise en valeur et l'unité de toutes les composantes.

Associations, organisations et établissements d'enseignement secondaire partenaires
MJ Gamedella Jemelle, CJC Rochefort, CPAS de Rochefort, Athénée Royal de Rochefort-Jemelle, Institut Jean XXIII de Rochefort-Jemelle, Centre Culturel des Roches de Rochefort, Fabrique de mots bleus, La Maison-Ressources.

Crédits photos
Lezarts Urbains asbl (p.70, 71, 72)
SNCB atelier « Remise HLS » Gare de Jemelle (p. 58, 59, 60, 61 et couverture)

Imprimerie
SNEL Grafics S.A.,
rue du Fond des Fourches 21,
4041 Vottem, (Liège) Belgique